PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Dossier

N° 11 du 29.08.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

La Turquie lâche Al Assad.

La Syrie a rejeté dimanche le communiqué de la Ligue arabe qui a appelé à mettre fin à « l'effusion de sang dans ce pays ».

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos
1-1 Damas affronte une guerre de l'information acharnée.
1-2 Matthew Bernabei : "Londres, tout à fait comme Damas".
1-3 Thierry Meyssan : Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes.
1-4 Louis Denghien : Journalistes ou propagandistes ?
1-5 Louis Denghien : Du bon usage des guillemets…
2 Dossier
2-1 Mère Agnès-Mariam de la Croix : Entre conflits armés et dialogue…
2-2 Michel Chossudovsky : L'OTAN et la Turquie appuient les rebelles armés en Syrie.
2-3 Guy Delorme : Le Figaro : la révolte introuvable à Damas !
2-4 Rassemblement à Damas dénonçant les ingérences étrangères.
3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
3-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique. v
3-2 Mensonges médiatiques et réalités de terrain.
3-4 Louis Denghien : L'ONU au service du NOE (Nouvel Ordre Mondial) ?
3-5 Louis Denghien : ONU : la mascarade continue !
3-6 Ahmed Halfaoui : Mohamed Bouhamidi : « Aggravation des menaces guerrières du capitalisme. »
Annexe (pièce jointe)
Wikipedia : La Syrie.

Tiré à part

La Turquie lâche Al Assad.

30/08/2011

Le régime de Bachar al Assad est de plus en plus lâché par la communauté internationale. La Turquie, pays voisin et allié stratégique, a annoncé hier qu'elle se défaisait de cette alliance compromettante. La Turquie ne fait plus confiance au régime du président syrien Bachar al Assad qui poursuit sa répression aveugle des manifestations pacifiques contestant le pouvoir en place. C'est l'essentiel de la déclaration du président turc, Abdullah Gül, rapportée hier par l'agence de presse Anatolie. La situation en Syrie «a désormais atteint un tel niveau que tout est trop infime et trop tardif. Nous n'avons plus confiance», a déclaré M. Gül dans une interview exclusive accordée à l'agence turque pour ses quatre ans au pouvoir, faisant allusion aux mesures que le gouvernement syrien a annoncées pour tenter de calmer la contestation. «Tout le monde devrait savoir que nous sommes aux côtés du peuple syrien (...). L'essentiel, c'est le peuple», a ajouté le président turc. «Aujourd'hui, il n'y a plus de place dans le monde pour des gouvernements autoritaires, pour des partis uniques, des régimes fermés. Soit ils seront remplacés par la force, soit les gouverneurs de région (autorités locales, ndlr) devront prendre l'initiative d'administrer» le pays, a-t-il insisté. Pour sa part, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a averti que les responsables du régime syrien pourraient connaître le même sort que les dirigeants chassés du pouvoir en 2011 dans le monde arabe, dans une allocution télévisée. «Un régime ne peut pas survivre par la force, la brutalité, en tirant et en tuant des personnes désarmées qui descendent dans la rue. La seule solution est de faire taire immédiatement les armes et d'écouter les revendications du peuple», a-t-il dit. «Nous avons assisté à la fin de ceux qui n'ont pas choisi cette voie en Tunisie et en Egypte», a-t-il ajouté, avant d'évoquer la situation en Libye. Il n'y pas de place dans le monde aujourd'hui pour «les dirigeants uniques, les régimes dictatoriaux et les sociétés fermées», a poursuivi M. Erdogan. La Turquie «rappelle cette vérité aux gouvernements syrien et yéménite», comme elle l'avait rappelée «auparavant aux gouvernements égyptien et tunisien», a souligné le Premier ministre. Dimanche, près de 150 Syriens résidant en Turquie se sont rassemblés dans le centre d'Istanbul pour manifester contre le régime du président Assad. Les manifestants, parmi lesquels des femmes, des enfants et des dissidents qui venaient de fuir la Syrie, scandaient : «Bachar meurtrier, hors de Syrie», «Bachar ce sont tes derniers jours, tu dois être condamné à mort», et brandissaient des banderoles avec des inscriptions en arabe, en kurde et en turc dénonçant le régime syrien. Ankara, dont les liens avec Damas s'étaient resserrés ces dernières années, a critiqué avec une virulence croissante la violence des répressions orchestrées par le régime de Damas depuis la mi-mars, sans aller toutefois jusqu'à réclamer la démission du président syrien.

Ghada Hamrouche

http://www.latribune-online.com/monde/56679.html

La Syrie a rejeté dimanche le communiqué de la Ligue arabe qui a appelé à mettre fin à « l'effusion de sang dans ce pays ».Le communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche par la Ligue arabe représente une violation (...) claire des principes de la charte de la Ligue et des fondements de l'action arabe conjointe, affirme la délégation syrienne auprès de la Ligue dans une note adressée au secrétariat général.
Les Syriens agissent comme si ce communiqué n'a pas été publié, d'autant plus qu'il contient (...) un langage inacceptable et biaisé.
La délégation syrienne proteste contre le fait que ce communiqué ait été rendu public bien que la réunion se soit terminée par un accord sur le fait de ne pas publier de communiqué ou faire de déclarations à la presse.
La Syrie n'accepterait que les conseils des pays qui ont une expérience importante en terme de démocratie
Dans ce contexte, le délégué permanent de la Syrie auprès de la Ligue arabe, Youssef Ahmad, a ironisé l'appel de certains pays arabes à la réforme en Syrie, alors que ces même pays n'ont pas de constitution et ont décrété des fatwas prohibant les manifestations et les protestations, en allusion aux pays du Golfe.
Ahmad a a appelé les pays arabes à ne pas voir les évènements en Syrie d'un seul œil, et à jouer un rôle positif et veiller pour la stabilité et l'unité en Syrie.
Il a ajouté que les autorités syriennes détiennent des informations confirmées sur le financement de groupes armés par des parties et personnalités présentes dans des pays arabes voisins.
Ahmad a, a cet égard apprécié les positions des pays amis qui avaient rejeté l'ingérence étrangère dans les affaires de la Syrie appelant la Ligue arabe de prendre exemple de la Russie au Conseil de Sécurité.
L'Ambassadeur Ahmad a affirmé que la Syrie n'accepterait que les conseils et les déclarations des pays qui tiennent vraiment à sa stabilité et sa sécurité et qui ont d'autre part, une expérience importante en terme de démocratie et de libertés publiques pour qu'ils méritent d'être écoutés.
"L'image est d'ores et déjà très claire devant tout le monde, il s'agit de régler les choses d'une façon raisonnable loin de l'influence des plans extérieurs, ou bien de se livrer délibérément à l'ignorance des vérités, surtout des répercussions de ces événements sur l'avenir de la Nation arabe tout entière", a conclu l'Ambassadeur Ahmad.
Le communiqué Arabe rédigé par les qataris
Des diplomates arabes ont rapporté au quotidien libanais as-Safir a été rédigé par la délégation qatarie, puis approuvé par les pays du Golfe et d'autres pays arabes appartenant au même « axe ».
Selon as-Safir, les points évoqués dans ce communiqué étaient pire que le projet de résolution présenté par les Européens au Conseil de sécurité.
Rappelons que la Ligue arabe a tenu samedi soir une réunion extraordinaire sur la Syrie et la Libye.
Les ministres arabes des Affaires étrangères ont appelé « à mettre fin à l'effusion du sang et à suivre la voie de la raison avant qu'il ne soit trop tard », exprimant leur « inquiétude face aux développements graves sur la scène syrienne qui ont fait des milliers de victimes et de blessés ».
Les ministres arabes des Affaires étrangères ont également chargé le secrétaire général de se rendre à Damas porteur d'une initiative pour résoudre la crise en Syrie, sans que la teneur de ce message soit précisée.
Mais M. al-Arabi a indiqué dimanche qu'il attendait le feu vert de la Syrie pour se rendre à Damas.
AlManar

---

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

1-1 Damas affronte une guerre de l'information acharnée.

La Syrie fait face à une guerre acharnée de l'information, a annoncé vendredi à RIA Novosti Yasser Houria, membre de la direction régionale du Baas, le parti au pouvoir dans le pays.
"Nous avons déjà l'occasion de voir des reportages vidéo sur des événements qui n'ont jamais eu lieu en Syrie, se déroulant, le plus probablement, à Yémen. Certaines chaînes télévisées possédant une bonne réputation ont cessé de dire la vérité", a affirmé le responsable. Selon lui, ces chaînes se réfèrent très souvent à des appels téléphoniques de témoins qui prennent des pseudonymes ou préfèrent garder l'anonymat.
M.Houria a déclaré avoir la certitude que l'objectif de la guerre de l'information déchaînée contre son pays était de renverser le régime actuel.
"Depuis le début, il est clair qu'ils veulent exercer une pression sur la position de la Syrie.
La Syrie est un pays souverain qui prend lui-même ses décisions. Aucun parti, aucun pays n'ont le droit de s'ingérer dans nos affaires intérieures", a conclu l'interlocuteur de l'agence.
19/08/2011
http://fr.rian.ru/world/20110819/190564135.html

1-2 Matthew Bernabei : "Londres, tout à fait comme Damas".

Le journaliste italien, Matthew Bernabei, a critiqué le double critère de la communauté internationale et la campagne de mensonges des mass médias, dans le traitement des événements, en Syrie, et ceux au Royaume Uni.

Dans une analyse, publiée, par le quotidien "Rinascita", le journaliste Bernabei a évoqué les mesures adoptées par le gouvernement britannique et les déclarations de son Premier ministre, David Cameron, qui n'avait pas hésité à lancer que son pays ne laissera pas triompher la culture de la peur et qu'il fera descendre l'armée, dans les rues, "pour protéger les Britanniques et les biens publics". Bernabei s'est demandé quelle serait la réaction de Cameron, qui avait lancé, il n'y a pas longtemps, des déclarations soutenant les manifestations, en Syrie, si les manifestants avaient pris d'assaut des stocks d'armes et utilisé ces armes, dans les villes britanniques. "Nous sommes devant deux cas similaires, avec lesquels, la communauté internationale traite, d'une manière absolument différente, se solidarisant, d'un côté, avec Cameron, et s'en prend, de l'autre, aux déclarations du gouvernement syrien, sur la non permission aux groupes armés de jouer avec la sécurité des citoyens", a écrit le journaliste, s'indignant du fait que la majorité des dirigeants du monde était d'accord avec Cameron, quand il disait que les manifestants, dans son pays, ne représentent pas la majorité des Britanniques, "alors que la communauté internationale avait parlé de sanctions économiques et d'autres mesures, à l'encontre de la Syrie, quand elle avait parlé des manifestants, bien qu'elle avait démontré, photos à l'appui, l'existence, parmi eux, de groupes armés extrémistes, qu'il fallait confronter. Le journaliste Bernabei a fait remarquer que ce qui se passe, en Syrie, est une campagne internationale combinée, visant à mettre fin à l'indépendance de la Syrie, qui refuse toujours de se plier, devant les diktats de Washington et de ses alliés. Il a souligné que les faits montés contre la Syrie commençaient à se dévoiler, notamment, les images de bébés décédés, qu'on prétendait être, en Syrie, alors qu'elles étaient prises dans l'une des cliniques d'Alexandrie, et la nouvelle sur le décès présumé de l'ex-ministre syrien de la défense, qui est apparu à la télévision, "après sa mort". (Agence Sana)
13/08/2011
IRIB

1-3 Thierry Meyssan : Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes.

La propagande de guerre est entrée dans une phase nouvelle avec l'action coordonnées de chaînes de télévision satellitaires. CNN, France24, BBC et Al-Jazeera sont devenues des instruments d'intoxication pour diaboliser des gouvernements et justifier des agressions armées. Ces pratiques sont illégales en droit international et l'impunité de leurs auteurs doit cesser.

Le traitement actuel de l'information sur la Libye et la Syrie marque un tournant dans l'histoire de la propagande de guerre en ce qu'il utilise des moyens nouveaux qui ont pris l'opinion publique internationale par surprise.

Quatre puissances, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Qatar, ont joints leurs moyens techniques pour intoxiquer la « communauté internationale ». Il s'agit principalement des chaînes de télévision CNN (qui bien privée agit en coordination avec l'unité de Guerre psychologique du Pentagone), France24, BBC et Al-Jazeera.

Ces médias sont utilisés pour attribuer mensongèrement aux gouvernements libyen et syrien des crimes qu'ils n'ont pas commis, et pour couvrir les crimes commis par les services secrets des puissances précitées et par l'OTAN.

On se souvient du précédent à moindre échelle de 2002. Globovisión avait diffusé en direct des images d'une révolution populaire chassant le président élu Hugo Chávez et des images de militants chavistes tirant sur des manifestants d'opposition et les tuant. Cette mise en scène avait permis de masquer un coup d'État militaire orchestré depuis Washington avec l'aide de Madrid. Cependant, après qu'un authentique soulèvement populaire ait mis fin au putsch et ait rétabli le président élu, des enquêtes journalistiques et judiciaires ont démontré que la révolution filmée par Globovisión n'était qu'un trucage visuel, et que jamais les chavistes n'avaient tiré sur la foule, mais qu'ils avaient au contraire été victimes de snipers armés par la CIA.

Il en est de même aujourd'hui, mais avec un consortium de chaînes satellitaires. Celles-ci diffusent des images d'événements inexistants en Libye et en Syrie. Elles cherchent à faire accroire que la majorité des Libyens et des Syriens veulent renverser leurs institutions politiques et que Mouammar Kadhafi et Bachar el-Assad massacrent leur propre peuple. Sur le fondement de ces intoxication l'OTAN a attaqué la Libye et s'apprête à détruire à agresser la Syrie.

Or, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Assemblée générale des Nations Unies a par quatre fois légiféré pour interdire et condamner ce type de pratique.
La Résolution 110, du 3 novembre 1947, relative aux « *mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent* », sanctionne « *la propagande de nature à provoquer ou à encourager toute menace à la paix, rupture de la paix, ou tout acte d'agression* ».
La Résolution 381, du 17 novembre 1950, consolide cette condamnation en condamnant la censure des informations contradictoires comme partie intégrante de la propagande contre la paix.
Enfin, la Résolution 819, du 11 décembre 1954, sur « *la suppression des obstacles au libre échange des informations et des idées* », pose la responsabilité des gouvernements à supprimer les obstacles qui entravent le libre-échange des informations et des idées.
Ce faisant, l'Assemblée générale a élaboré sa propre doctrine en matière de liberté d'expression : elle a condamné les mensonges qui conduisent à la guerre et a érigé la libre-circulation des informations et des idées et le débat critique en armes au service de paix.
Le verbe, et plus encore l'image, peuvent être utilisées pour préparer les pires crimes. En l'occurrence, les intoxications de CNN, France24, BBC et Al-Jazeera constituent des « *crimes contre la paix* ». Ils doivent être considérés comme plus graves encore que les crimes de guerre et crimes contre l'humanité actuellement commis par l'OTAN en Libye et par les services secrets occidentaux en Syrie en ce qu'ils les précédent et les rendent possibles.
Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre doivent être jugés par la Justice internationale.
Thierry Meyssan
14 août 2011
http://www.voltairenet.org/Les-journalistes-qui-pratiquent-la

---

1-4 Louis Denghien : Journalistes ou propagandistes ? Georges Malbrunot, la voix de ses – nombreux – maîtres.

Georges Malbrunot, le journaliste du Figaro qui participait au voyage de presse organisé le 22 août par des milieux proches du régime, a rendu un premier article à ses employeurs. Intitulé « Les opposants syriens saluent la chute de Kadhafi », et publié sur le site du quotidien atlanto-sarkozyste, il reflète à merveille le profil intellectuel de son auteur, tout de bien-pensance sournoise et falsificatrice, qu'avait d'ailleurs pu apprécier sur place la délégation restreinte d'Infosyrie.

Si ça marche en Libye…

Comme le titre le laisse penser, Malbrunot essaie, en quelque sorte, de relancer par l'« exemple » libyen la contestation syrienne, une contestation qui, assure-t-il avec une mauvaise foi qui force presque l'admiration, « ne donne aucun signe d'essoufflement » ! Quand on a en mémoire un autre article, très récent, du même Malbrunot, où celui-ci constate, pour le déplorer, qu'il n'y a pas le moindre signe de contestation à Damas (voir notre article « La révolte invisible à Damas« , mis en ligne le 22 août), quand on sait que ce M. Figaro n'a pas vu non plus d'opposants – pas même la trentaine qui ont manifesté sous ses yeux – à Hama « bastion de la révolte », on se demande s'il ne tire pas ses analyses d'une séance d'hypnose atlantiste.
De fait, Georges Malbrunot ne parle pas de Hama dans son article, où de toute façon il n'a pas vu les « 500 000 manifestants anti-Bachar » naguère chantés par les désinformateurs de l'OSDH.
Non, il, préfère consoler ses lecteurs et employeurs de la lenteur des événements en Syrie avec l'accélération de l'histoire en Libye – encore que cette histoire semble déjà subir une légère décélération, mais passons.
Hélas, le journaliste le reconnaît assez vite lui-même, comparaison n'est pas raison, et Bachar n'est pas Kadhafi : « Les protestataires reconnaissent que le régime d'al-Assad tient le coup face à la rue » reconnaît lui-même Malbrunot. Et c'est vrai qu'en dépit de ce qu'il affirme au début de son papier, la « rue » syrienne tend à se vider d'opposants, ces dernières semaines, en dépit des encouragements incessants des très nombreux Malbrunot du P.J.F. (Paysage journalistique français). Comme nous l'écrivions voici quelques jours, même les chiffres fournis par les cyber-propagandistes de l'opposition sont revus à la baisse : la plus grosse manif du vendredi 19 août aurait regroupé selon l'OSDH 20 000 personnes à Hama, estimation qu'il est très raisonnable de diviser par au moins deux, compte-tenu des

traditions de « lyrisme révolutionnaire » des correspondants locaux de Rami Abdel Rahmane (voir notre article « Un vendredi très attendu », mis en ligne le 22 août). **On verra ce qu'il en est vendredi 26, mais il est sûr et certain que la contestation n'est vraiment plus à son zénith.**

Plaidoyer pour la guerre

Du coup, dans la deuxième partie de son article, Georges Malbrunot développe l'idée, en se cachant à moitié derrière les déclarations d'opposants vraiment de moins en moins syriens, que la solution pourrait être, malgré tout, une intervention de l'OTAN dans le goût libyen justement. Oh certes, les chancelleries occidentales y sont, en principe, hostiles, tout comme la Turquie, et même, le reconnaît à grand regret M. Figaro, les opposants syriens exilés qui « ne veulent pas apparaître comme les leaders irakiens portés au pouvoir par les chars américains en 2003 à Bagdad ».

Heureusement, indique Malbrunot, les « révolutionnaires de l'intérieur » n'ont pas ces pudeurs de jeune fille. Et de citer le jeune Ali de Deir Ezzor pour qui « le départ de Kadhafi montre que la solution militaire extérieure n'est pas forcément mauvaise ». Et Ali, confessé amicalement par Malbrunot, de regretter que les émeutiers de Deir et d'ailleurs n'aient pas bénéficié de la couverture aérienne otanesque qui a déjà fait « merveille » en Libye. Et histoire de créer un mouvement d'opinion, l'homme du Figaro met dans la bouche de « nombreux Damascènes » (ha, finalement il en a trouvé ?) cette constatation angoissée : « Seuls on ne pourra pas le (Bachar) faire tomber ». Eh non !

Disons-le tout net, avec cet article, M. Georges Malbrunot passe du registre de la désinformation à celui de la propagande belliciste. Ce faisant, il renoue avec la grande tradition illustrée par ses aînés du Figaro et d'ailleurs, qui ont puissamment contribué, en relayant servilement les mensonges du Pentagone et de l'OTAN, à plonger l'Irak dans deux guerres et un blocus dévastateurs, et à faire bombarder pour la première fois depuis 1945 une nation européenne – la Serbie. On ne sait pas si ce petit chef d'œuvre de journalisme de combat aura le même effet, mais on peut dire que son auteur a d'ores et déjà mérité la confiance de ses employeurs, soit, par ordre croissant d'importance et d'abjection, le groupe Dassault(1), le pouvoir sarkozyste, l'OTAN et le Département d'Etat américain.

Et puisqu'on parle du groupe Dassault, il n'est pas indifférent de savoir qu'il vient de remporter, grâce à une intervention directe de Nicolas Sarkozy – qui a passé outre l'avis négatif unanime des plus hautes autorités militaires françaises -, un marché portant sur le remplacement du parc de drones de l'Armée de l'Air, son drone a lui ayant été développé en coopération avec la société Israel Aerospace Industries – au point qu'on parle de « drone israélien ». Ce coup de pouce de Sarkozy a ainsi permis à Dassault d'être préféré au groupe européen EADS et même aux Américains de General Atomics, qui avaient pourtant la faveur des militaires français. Voilà qui permet de remettre en perspective la qualité de l' »information » que Le Figaro et ses petites mains fournissent sur la Syrie. Un quotidien plus que jamais voué à être la Pravda du sarkozysme, notamment en ce qui concerne la politique étrangère, du fait de ses liens incestueux avec l'Elysée, un grand groupe privé et les accointances de l'un et de l'autre avec l'Etat d'Israël.

Louis Denghien,

Source : InfoSyrie - 25 août 2011

Comité Valmy

http://www.infosyrie.fr/decryptage/georges-malbrunot-la-voix-de-ses-%e2%80%93-nombreux-%e2%80%93-maitres/

1-5 Louis Denghien : Du bon usage des guillemets…

Comme chaque vendredi, jour de prière, des manifestations d'opposants ont eu lieu dans différentes villes de Syrie, le plus souvent au sortir des mosquées.

Puis des heurts ont alors opposé ces manifestants aux forces de l'ordre qui ont tiré faisant des victimes. Vingt-six en deux jours dans l'ensemble du pays – jeudi 11 et vendredi 12 août.

Ce scénario, qui a comme un air de déjà vu, c'est celui que communiquent invariablement – rituellement pourrions nous dire – les « *ONG* » de « *défense des droits de l'homme* » qui transmettent leurs « *informations* » aux « *médias libres* » à partir des données que leur transmettent les « *militants pour la démocratie* » présents sur place.

Pourquoi tant de guillemets ? Parce qu'ils s'imposent à chaque fois. On va se répéter mais…

1) ces « *organisations non gouvernementales* » sont avant tout des organisations anti-gouvernementales ;

2) ces « *défenseurs des droits de l'homme* » – ou « *militants pour la démocratie* » sont, très souvent, des opposants radicaux au régime, très souvent proches des Frères musulmans, l'organisation, jusqu'à preuve du contraire, la plus structurée de l'opposition maximaliste à Bachar al-Assad ;
3) ces « *informations* » sont invérifiables et d'ailleurs jamais vérifiées par les journalistes d'Occident qui les reprennent quotidiennement comme paroles – et statistiques – d'évangile ;
4) ces « *médias libres* » de France, d'Amérique et d'Occident n'ont rien à envier, en termes de propagande et de mensonges – par omission ou dénégation des faits – aux médias des Etats autoritaires ou totalitaires qu'ils accablent de leur mépris.

Deux ou trois bonnes raisons de mentir…

On peut même dire à ce sujet que les événements de Syrie ont montré que nos médias soi-disant libres, professionnels et objectifs (autant qu'il est possible de l'être) continuent – ils l'ont déjà fait pour la Roumanie, la Serbie, l'Irak, l'Iran, le Soudan, l'Ukraine, la Géorgie, la Russie, le Venezuela, la Côte d'Ivoire, la Libye – de délivrer sur certains sujets – et certains pays – **une vision parfaitement unilatérale, manichéenne, simplificatrice et donc mensongère**. Et ce parce que nos médias sont…

1) Sous influence des mots d'ordre et lignes géopolitiques prescrits, non pas par des comploteurs cachés, mais par l'hyperclasse politique, économique et médiatique qui siège à Washington, Londres, Paris ou Bonn, et qui relaye peu ou prou, aujourd'hui, les vues et intérêts de la Maison Blanche, les gouvernements européens étant devenus, on est désolé de le constater, les fidèles exécutants de ces vues et intérêts ;
2) Incapables de se remettre en cause, de renoncer à leurs *a priori* idéologiques acquis depuis au moins trente ans, et qui sont d'inspiration « libérale-libertaire », c'est-à-dire mariant les vues politiques et sociétales du post-gauchisme occidental à l'ultralibéralisme économique. Daniel Cohn-Bendit et BHL (et, tiens, Hillary Clinton aussi) étant de parfaits exemples de cette synthèse qui a transformé d'anciens gauchistes en défenseurs de la civilisation occidentale, individualiste et marchande, et donc des Etats-Unis, matrice et bras armé de civilisation en question, une civilisation « supérieure » qui a, selon le schéma mental américain, vocation à s'installer partout et pour toujours.

Concrètement, en géopolitique, ça donne, au nom des « droits de l'homme », le « droit d'ingérence » des Etats-Unis et de l'OTAN dans tous les pays ne prenant pas leurs ordres à Washington ou dans la succursale de Bruxelles, ou ne vivant pas sous le régime de l'American way of life (and thinking)**.** Et donc ça suscite inévitablement des analyses et des commentaires en noir et blanc, avec des « bons » invariablement bons et des « méchants » irrémédiablement et totalement méchants.

3) Pressés par le temps et les impératifs de la concurrence effrénée que se livrent, de la télé numérique et satellitaire à internet en passant par la presse gratuite ou payante, les différents organes de presse : du coup, c'est tellement plus facile, rapide et rentable de se fournir en « infos » prêtes à imprimer chez n'importe quel bonimenteur de l'opposition syrienne, libyenne, iranienne ou russe, pourvu, bien sûr, que ces sources soient dûment estampillées « *politically correct* ».

On voit donc que dans sa couverture de l'actualité, notamment syrienne, « notre » presse est affligée de grave problèmes structurels et même, osons le dire, « psychomoteurs » ! Et rien de plus difficile à soigner qu'un malade ne se sachant pas malade ou niant sa maladie…

Louis Denghien,
août 2011
http://www.infosyrie.fr/decryptage/du-bon-usage-des-guillemets/

---

2 Dossier

2-1 Mère Agnès-Mariam de la Croix : Entre conflits armés et dialogue…

Mère Agnès-Mariam de la Croix est de nationalité libanaise et française. Son père est réfugié palestinien de 1948. Elle a vécu la guerre civile du Liban et travaille en Syrie depuis dix sept ans.
Mère Agnès-Mariam de la Croix (*), Supérieure du couvent de Saint Jacques l'Intercis, en Syrie, développe et complète ici ce qu'elle avait affirmé dans un précédent témoignage sur les évènements qui déchirent ce pays.
Le monastère Saint Jacques l'Intercis appartient à l'éparchie grecque melkite catholique de Homs, Hama et Yabroud. Il est situé 2 km à l'Ouest du village de Qâra. Cet édifice du Vème siècle à l'histoire prestigieuse et mouvementée était une ruine lorsque nous entreprîmes de le restaurer en 1994.

Aujourd'hui il abrite une communauté d'une quinzaine de membres appartenant à huit nationalités différentes. Ce lieu est devenu un centre spirituel international qui accueille plus de 15 000 personnes par an de tous horizons dont le dixième y passe au moins une nuit.

La communauté cherche à revenir aux sources du monachisme antiochien dans une perspective d'unité : celle de la personne humaine et celle de l'humanité, dans le mystère du Corps Mystique. Elle vit au jour le jour l'ici et le maintenant au Nom du Christ. Tendue de l'avant dans une attente eschatologique de Celui qui vient, elle veut préparer ses voies, en ramenant le cœur des pères vers leurs enfants et le cœur des enfants vers leurs. La Syrie est notre patrie d'adoption. Nous sommes engagés à servir dans la charité du Christ et la solidarité qu'elle inspire, ouvrant nos portes aux familles nécessiteuses quelle que soit leur appartenance. Notre communauté vient en aide à des personnes de tous bords, chrétiens et musulmans. Nous le faisons à travers des microcrédits, un service-conseil quotidien qui n'exclut pas l'hébergement gratuit, un réseau local de relations publiques pour trouver des solutions à des problèmes qui nous dépassent.

Actuellement nous essayons de suivre au jour le jour les souffrances de nos frères et sœurs confrontés soudainement à une situation sociale des plus difficiles et qui se dirige vers la précarité. J'aimerais répéter que nous ne sommes pas engagés politiquement mais spirituellement, d'après les valeurs de l'Evangile. Solidaires avec nos frères syriens, toutes confessions confondues, sans négliger de militer pour les droits des minorités.

Extraits :

[...]

Dans un article précédent [http://www.silviacattori.net/article1586.html] j'ai essayé de décrypter les événements qui frappent la Syrie.

Publié sur le net par un site chrétien cet article a été traduit en anglais, arabe et italien et repris sur des dizaines de sites aux tendances les plus diverses : d'informations catholiques, orientalistes, progressistes, antimondialistes, situés en France, Italie, Belgique, Suisse, Liban, Etats-Unis, Canada, Palestine, Syrie, Israël, Afrique du Nord et j'en passe.

D'aucuns ont désavoué mon témoignage. Ils ont récusé la possibilité que je dise vrai, parce que je m'écartais de l'opinion la plus courante. Un commentateur a conclu que mon article : « *déploie une argumentation politique si élaborée qu'il pourrait s'agir d'un faux* ». C'est la première fois de ma vie que je me penche sur un tel sujet aussi je trouve cette appréciation bien flatteuse.

Un autre commentateur a écrit vingt pages pour remettre en cause chacune de mes assertions et en a pris prétexte pour s'en prendre avec une verve implacable, tout à la fois, à des sites antimondialistes et anti atlantistes (surtout le site Voltaire.net dont il assure à tort que je fais partie), à l'Eglise catholique, au Pape, à M. Sarkozy et aux services de renseignements français avec qui, affirme-t-il, je suis de connivence. Si bien que tout le soin que j'avais apporté à fonder mon argumentation sur des sources précises n'a pas été prise en considération. En définitive j'ai bien noté qu'il est risqué de fournir une version différente de celle donnée par les pouvoirs médiatiques et politiques. Assurément, on est mieux accepté si on utilise la langue de bois.

Mais le faire n'est-ce pas verser dans l'hypocrisie ?

Et se taire n'est-ce pas de l'absentéisme coupable ?

En tous les cas, telle est notre option : être sincères car seule la vérité rend libre.

Comment informer lorsque la désinformation s'impose ?

Il est impératif d'être bien renseignés sur une situation donnée [1] pour pouvoir se positionner en conséquence. Sinon, comment accomplir notre devoir de personnes consacrées au service de l'Eglise dans ce pays ? Or les sources principales d'information qui font autorité et jouissent d'un monopole absolu déforment l'information et nous induisent en erreur, instaurant un malentendu de taille. C'est notre dilemme : la grande presse internationale jouit d'une telle crédibilité que tout témoignage qui la contredit est relativisé, y compris le nôtre qui s'appuie pourtant sur une expérience vécue. Si notre témoignage ne passe pas par les voies officielles de l'information il est inaudible et quasi inutile. Je l'ai expérimenté en transmettant à qui de droit la mise en garde que les chrétiens de Qâra avaient reçue dernièrement et que j'insère plus loin dans cet article, j'ai constaté que l'unique réaction a été : « *Où est la vérité ?* ». Cette position timorée me rappelle un incident significatif. Une de nos fondatrices subit jadis un malaise cardiaque et fut transportée à l'hôpital où l'électrocardiogramme n'enregistra aucune anomalie. Les médecins nous rassurèrent mais, à peine arrivée au monastère, elle eut une attaque fatale et succomba sous nos yeux. Rappelé d'urgence, le médecin qui venait de la congédier brandissait l'électrocardiogramme pour assurer que la religieuse n'avait rien. Malgré l'information fournie par son appareil de contrôle, notre sœur est décédée. Je crains que le même scénario ne se répète aujourd'hui dans le domaine des événements sociopolitiques. Qu'à force d'être soumis à un système de désinformation, on ne se laisse berner jusqu'à un point de non retour [2].

La faute de la désinformation retombe, dit-on, sur le régime syrien qui empêche le libre accès des médias. C'est vrai. Mais faudrait-il pour cela punir la population et ne plus l'entendre en bloquant son témoignage et en refusant de le diffuser ?

Car aujourd'hui en Syrie, pour être bien renseigné, il ne suffit plus de suivre les nouvelles servies par les chaînes satellitaires internationales. Est requise une synthèse qui s'appuie sur la comparaison entre une variété de sources parmi lesquelles les témoins oculaires ont un rôle privilégié. Nous l'avons constaté sans cesse : la réalité qui se vit ici est différente de ce que transmettent les médias. Ces chaînes n'accompagnent pas l'évènement, elles le précèdent pour le provoquer. Heureusement, de plus en plus de gens accusent cette information de parti pris et de falsification. Nous encourageons nos lecteurs à être plus critiques à l'égard des médias. Les versions des télévisions syriennes pro-régime s'accordent plus avec la réalité. Nous avons essayé de nous documenter en temps réel en téléphonant à des proches sur les lieux mêmes des incidents décrits : la situation ressemblait plus à ce qu'en disait la télévision syrienne qu'à celle propagée par Al Jazzirah, BBC ou F rance 24, Al Hurra ou Al Arabia à travers des montages et autres compilations audio-visuelles mensongères et de mauvaise qualité [3].

La théorisation qui paralyse

Si la désinformation dénature l'évènement et le fausse, la théorisation le relativise et le rend inconsistant : ce sont les péroraisons des théoriciens politiques ou éthiques de tout acabit qui nous étourdissent par des raisonnements émis à froid sur ce que devrait être la situation en Syrie, alors que le sang coule dans la rue et que le pire est à nos portes. Que diriez-vous si, devant un feu qui embrase votre demeure, les volontaires du quartier s'attardaient à débattre sur les tenants et les aboutissants de la réforme sociale des sapeurs-pompiers et comment elle affecte la nature du feu qui est en passe de vous dévorer ? Ou si, pour toute réaction devant votre fils assassiné de sang-froid, vos voisins se désintéressaient de vous parce que la presse n'a pas encore parlé de ce crime pour condamner celui qui l'a perpétré ? Les slogans faussement humanitaires anesthésient la conscience des auditeurs et favorisent le glissement vers une logique vindicative aveugle qui, somme to ute, ne sert que la cause de l'injustice. C'est par fidélité aux victimes, quelles qu'elles soient, que nous ne voulons pas théoriser. En vérité nous sommes scandalisés par la légèreté avec laquelle certains intellectuels ou autres personnes de référence abordent les évènements dramatiques en Syrie. Croyant bien faire, ils ont une approche manichéenne qui s'aligne sur la vision de Leo Strauss propagée par les médias [4]. D'après cette vision, il y aurait en Syrie d'un côté les « bons » personnifiés par l'opposition - prise en bloc - qui réclame la « démocratie ». De l'autre côté il y aurait les « méchants » : c'est-à-dire le régime lui-même mais aussi la masse de ceux qui ne participent pas aux manifestations des « bons » [5]. La victimisation de l'opposition la pousse à encourager la chute du régime par la force, sans se préoccuper de la recrudescence de la violence et des retombées de ce cycle mortifère sur une population déjà saignée à blanc. C'est la simplification du sujet qui r end plus facile la manipulation médiatique et contribue à favoriser le malentendu [6]. La situation, elle, est autrement complexe et délicate. Le but du présent article est d'informer à partir de ce que nous, nos parents, nos connaissances ou amis vivons en Syrie, au fil des évènements qui se recoupent et s'éclairent. Depuis mon dernier article ces évènements m'ont donné raison, n'en déplaise à ceux qui m'ont critiquée.

Évolution de la situation en Syrie

Aujourd'hui il ne fait aucun doute qu'il y a ingérence étrangère, refusée fièrement par une partie de l'opposition. Aujourd'hui il ne fait aucun doute que l'opposition s'est muée en divers endroits en une insurrection armée qui commet des atrocités contre la population civile et contre les forces de l'ordre et l'armée. Enfin, aujourd'hui, l'exacerbation du clivage confessionnel est une triste réalité. Ces trois facteurs convergent pour réanimer le spectre de l'affrontement interconfessionnel, voire de la guerre civile. J'aimerais m'arrêter sur ces points :

Ingérence étrangère : l'impensable alliance entre les grandes puissances et des mouvements armés fondamentalistes

Ahuris nous assistons à un stratagème destructeur : telles grandes puissances, à grand renfort d'endoctrinement médiatique, jouent sur la corde du fondamentalisme religieux pour mettre en relief les différences qui séparent alors que les points communs qui unissent sont bien plus nombreux. La position de certains pays par rapport à la Syrie constitue pour nous un dépaysement surréaliste en regard du bon voisinage arabe et méditerranéen. Par exemple nous ne sommes pas habitués à une France belliqueuse, menant d'un bras de fer une incursion guerrière en Libye et marquant la rupture avec la Syrie. Ceci est culturellement inexplicable : que la France, qui sait découvrir et accueillir les cultures les plus variées, favorise l'extrémisme et ressuscite les vieux démons des clivages confessionnels. D'ailleurs dans les prises de position de la France c'est le côté culturel qui a été sacrifié puisque les grands centres culturels français en Syrie comme l'IFEAD et l'IFPO ont été fermés. Même surprise désabusée avec les Etats-Unis. N'ont-ils pas envahi l'Afghanistan pour se défaire d'Al Qaeda ? Comment pouvons-nous voir aujourd'hui les fondamentalistes les plus farouches proclamer leur sympathie et solliciter l'aide des États-Unis ? C'est le monde à l'envers.

La visite des ambassadeurs US et français à Hama a été vécue chez nous comme une démarche injustifiable. Cette ville est, bien sûr, le symbole d'une répression sanglante que personne n'approuve. Mais Hama est aussi le porte-flambeau de l'idéologie islamiste qui cherche à faire tomber les régimes nationalistes arabes au profit d'une transformation confessionnelle islamisante de l'espace politique. Que cherche l'Occident ? La liberté ou l'islamisme ? Ou est-ce la liberté donnée à l'islamisme ? Or cet islamisme nous savons qu'il s'oppose comme l'onagre biblique autant aux musulmans modérés qu'aux non-musulmans. Pourquoi abonder dans son sens ? On n'y comprend plus rien.

Pourquoi les Occidentaux encouragent-ils une insurrection armée, confessionnelle et fondamentaliste de surcroît, qui risque de s'étendre comme une tache d'huile ? Aucune explication ne saurait légitimer une telle attitude. Aussi, l'ingérence subversive des puissances occidentales ou arabes dans les affaires internes du pays est-elle vigoureusement dénoncée par les autorités religieuses. Le 16 juin, les évêques de Damas ont publié un communiqué déplorant cette ingérence et appelant à l'unité nationale et au dialogue [7].

C'est aussi ce qui ressort de la lettre ouverte que le P. Elie Zahlawi a adressée au Premier Ministre français Alain Juppé le 30 juillet 2011 [8]. De son côté le Patriarche maronite Mar Béchara Boutros Raï a une lecture plus globale de la situation. Il dénonce le « projet du Nouveau Moyen-Orient qui est à l'œuvre pour morceler le monde arabe dans le but qu'Israël vive en paix en en sécurité » [9]. D'après cette lecture, les évènements en Syrie sont mis à profit pour un remodelage géopolitique sur fond d'affrontement interconfessionnel. Certains d'entre nous ont fait l'expérience de ces manipulations au Liban durant la guerre civile, expérience partagée par nos frères et sœurs irakiens, boutés hors de leur pays et présents par milliers à Damas. La tendance mondialiste qui prévaut c'est de promouvoir le choc des civilisations pour asseoir la légitimité des regroupements ethniques ou confessionnels qui, à leur tour, légitiment l'existence d'Israël [10].

Opposition pacifique ou insurrection armée ?

La Syrie vit depuis des mois des coups d'État larvés car ce remodelage ne peut être instauré sans la force des armes. L'insurrection armée en Syrie est une tumeur inoculée qu'on cherche à faire crever un peu partout dans le pays au gré des clivages confessionnels ou tribaux, avec son cortège de haine, de vengeances, de victimes et de désastres socio-économiques. Cette situation ouvre la voie à la loi du plus fort et marginalise les justes réclamations des Syriens pour un changement sociopolitique rationnel et en profondeur. Elle est dénoncée autant par les Syriens de l'opposition que par ceux qui sont restés fidèles à ce que le régime a de sécurisant et qui sont, reconnaissons-le, l'immense majorité qui a joui d'une réelle stabilité civile. [...]

Lire le texte complet et les référence sur
http://www.silviacattori.net/article1811.html#nh17
lundi 15 août 2011
http://www.france-catholique.fr/SYRIE-ENTRE-CONFLITS-ARMES-ET.html

---

2-2 Michel Chossudovsky : L'OTAN et la Turquie appuient les rebelles armés en Syrie.

Les médias occidentaux ont contribué activement à dissimuler la nature de l'interférence étrangère en Syrie, incluant le soutien extérieur aux insurgés armés. Ils ont décrit en chœur les récents événements en Syrie comme un « mouvement de protestation pacifique » contre le gouvernement de Bachar al Assad.

Des développements récents en Syrie indiquent qu'il s'agit d'une insurrection armée à part entière, intégrée par des mujahideen, islamistes («Freedom Fighters »), appuyés, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement de la Turquie. Selon des sources du renseignement israélien :

Entre-temps, le quartier général de l'OTAN à Bruxelles et le haut commandement turc dressent des plans pour leur première étape militaire en Syrie, laquelle consiste à munir les rebelles d'armes pour combattre les chars d'assaut et les hélicoptères constituant le fer de lance du régime Assad pour réprimer la dissidence.

Afin de repousser les forces armées gouvernementales, les stratèges de l'OTAN pensent davantage à répandre de grandes quantités d'antichars, de roquettes antiaériennes, de mortiers et de mitrailleuses lourdes dans les centres où ont lieu les contestations, au lieu de répéter le modèle libyen de frappes aériennes. (DEBKAfile, NATO to give rebels anti-tank weapons, 14 août 2011. C'est l'auteur qui souligne.)

La livraison des armes doit être effectuée par « voie terrestre, à savoir par la Turquie et sous la protection de l'armée Turque […] Autrement, les armes **seraient transportées par camion jusqu'en Syrie sous la garde de l'armée turque et transférées aux chefs des rebelles lors d'une rencontre prévue**. (*Ibid*. C'est l'auteur qui souligne.)

L'OTAN et le haut commandement turc envisagent également le développement d'un djihad impliquant le recrutement de milliers de mujahideen (« Freedom Fighters », ce qui évoque l'enrôlement de moudjahidines pour mener le djihad (guerre sainte) de la CIA à l'âge d'or de la guerre soviéto-afghane :

Selon nos sources, Bruxelles et Ankara discutent également d'une **campagne pour enrôler des milliers de volontaires musulmans dans les pays du Moyen-Orient et le monde musulman afin de combattre auprès de rebelles syriens. L'armée turque logerait ces volontaires, les entraînerait et assurerait leur passage en Syrie**. (*Ibid*. C'est l'auteur qui souligne.)

Ces divers développements indiquent une implication potentielle de troupes turques en Syrie, ce qui pourrait mener à une confrontation militaire élargie entre la Turquie et la Syrie ainsi qu'à une intervention militaire « humanitaire » sans réserve de l'OTAN, dont la mise en oeuvre serait coordonnée avec l'insurrection.

Un reportage détaillé sur l'évolution de la situation en Syrie sera publiée sous peu par Mondialisation.ca.

Michel Chossudovsky
Article original en anglais publié le 15 août 2011 : BREAKING NEWS: NATO and Turkey Support Armed Rebels in Syria. Campaign to Recruit Muslim "Freedom Fighters"
Traduction : Julie Lévesque pour Mondialisation.ca
16 aout 2011
http://sos-crise.over-blog.com/article-l-otan-et-la-turquie-appuient-les-rebelles-armes-en-syrie-surf-de-sarkozy-81709557.html
http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=26036

2-3 Guy Delorme : Le Figaro : la révolte introuvable à Damas !

Manifestants pro-Bachar à Damas samedi 20 août : manifestement, ils ne lisent pas la presse française !

Sous un titre malveillant juste ce qu'il faut – « *Damas forteresse impassible sous le contrôle d'el-Assad* » -, *Le Figaro.fr* consacre un article – mis en ligne le 21 août – à la situation dans la capitale syrienne, pour constater qu'on n'y décèle aucune trace d'agitation ni de mécontentement particulier. « *A Damas, il faut être devin pour savoir qu'une révolte populaire menace le pouvoir syrien* » écrit d'emblée Georges Malbrunot, envoyé spécial du *Figaro* à Damas (au fait, encore un journaliste étranger officiellement présent en Syrie !)

« *Aucun barrage militaire n'a été érigé sur la route entre l'aéroport et le centre ville, pas plus que sur celle menant à Beyrouth au Liban* » explique-t-il ensuite, ajoutant « *Dans les rues, les policiers ne sont pas plus nombreux qu'en période normale*« . Quitte à préciser aussitôt que « *ce n'est pas le cas des agents en civil de la police secrète, qui veillent au grain.* » Sauf qu'il est ontologiquement malaisé d'apprécier au coup d'oeil le nombre de policiers secrets dans les rues !

Reste que l'homme du *Figaro*, qui pour rester dans la « ligne » éditoriale de son employeur indique que des violences éclatent « *régulièrement*« , « *tout autour* » de la capitale, est bien obligé de conclure que la « révolte démocratique » est plus que discrète à Damas, où les restaurants sont « *massivement fréquentés* » et les rues « *embouteillées*« . Alors pourquoi si peu de haine ?

Journaliste recherche révolté désespérément

A cause du peuple, en fait. « *Même si de nombreux Damascènes soutiennent les aspirations au changement réclamé par les opposants, la majorité reste encore silencieuse* » (que d'espoir contenu dans cet « *encore* » !)

Georges Malbrunot explique qu'à Damas – à Damas seulement ? – « l*a peur du vide est omniprésente chez beaucoup, et bien au-delà des minorités chrétienne et alaouite »*. Et de citer un fidèle musulman interrogé au sortir de la mosquée des Omeyyades qui espère que, si dieu le veut, « *la situation sera redevenue normale dans quelques semaines*« .
Une fonctionnaire, Hala, résume un sentiment certainement répandu quand elle dit : « ***Je suis la première à reconnaître que le régime commet des erreurs, qu'il y a des abus de pouvoir, mais il ne faut pas casser le système pour introduire le chaos***« . Et c'est là la manifestation d'opposition la plus virulente que Georges Malbrunot a pu glaner à Damas ! Assis au pied d'un pilier de la mosquée, Saleh, il est vrai militaire, se veut optimiste à ce sujet : « *Regardez à Deir Ezzor c'est fini, à Hama aussi, il y a quelques poches de résistance mais ça va se résorber*« . M. Figaro a même droit à l'interpellation spéciale d'un chauffeur de taxi : « *Mais où sont les chars ? Si l'on en croit al-Jazeera, la Syrie est à feu et à sang. Mais c'est faux, jugez vous-même !* »
Après avoir sondé la mosquée, on tend le micro à l'église : devant celle de Marie-Myriam (ou Mariam), Mgr Louqa al-Khoury, évêque grec orthodoxe, ne pratique pas la langue de bois – ou de buis : évoquant les opposants, il déclare, sans indulgence excessive, que « *ce ne sont pas ces tueurs extrémistes criminels qui vont faire tomber le régime !* » « *Pas plus qu'Obama, Cameron ou Sarkozy qui viennent d'appeler au départ de Bachar al-Assad.* » Et Mgr al-JKhoury de rappeler certains faits que Malbrunot préfère présenter comme une »*rhétorique du régime* » : « *Regardez ce qui s'est encore passé ce week-end à Ghabaghed dans le sud, des extrémistes ont attaqué le commissariat et tué son responsable*« . Pour relativiser la (sainte) colère de l'évêque, le journaliste figaresque prend soin de préciser que Mgr al-Khoury a récemment expulsé de son église l'ambassadeur américain Robert Ford, pour avoir manifesté avec les rebelles de Hama. Attitude certes peu charitable de la part d'un dignitaire chrétien mais impeccable du point de vue d'un patriote syrien ! Les opposants (cyber ou pas) et BHL pourront toujours prétendre que les Damascènes sondés par Malbrunot étaient de faux passants téléguidés par les services secrets de Bachar.
Mais nous avons déjà écrit ici que le vent avait tourné ces dernières semaines en Syrie, et que cet instantané de l'opinion damascène pourrait bien refléter celle de l'ensemble du pays.
On peut même se demander si la publication, par un journal aussi conformiste que *Le Figaro*, d'un tel article n'annonce pas un léger « changement de vent » médiatique sur la Syrie, la révolte marchant décidément mieux en Libye ou en Egypte…
Guy Delorme,
le 22 août 2011
http://www.infosyrie.fr/decryptage/le-figaro-la-revolte-introuvable-a-damas/

2-4 Rassemblement à Damas dénonçant les ingérences étrangères.

Dans la nuit de samedi des milliers de citoyens se sont rassemblés à la place d'al-Hidjaz à Damas en signe d'appui à la réforme sous la direction du président al-Assad et de rejet des interventions étrangères dans les affaires intérieures de la Syrie.
Les participants ont dénoncé les propos de certains responsables étrangers qui s'arrogent le droit de parler au nom du peuple syrien, affirmant que la volonté de ce peuple est restée libre et indépendante tout au long de son histoire, rapporte l'agence SANA.
Ils ont également exprimé leur appui à l'armée arabe syrienne et leur rejet de la conspiration menée par des chambres d'opération noirs.
Des drapeaux nationaux et des banderoles affirmant la cohésion nationale ont été également levés et des slogans honorant les martyrs ont été scandés.
Par ailleurs, les médias d'Etat syriens dénoncent les appels de l'Union européenne et des Etats-Unis à la démission du président Bachar al-Assad, rapporte samedi le quotidien Al-Thawra, proche du gouvernement.
Selon le journal, de tels appels témoignent d'un "complot" ourdi contre la Syrie qui joue un rôle clé au Proche-Orient, notamment dans le conflit arabo-israélien, et l'éviction de la Syrie est un objectif stratégique d'Israël, des Etats-Unis et d'autres pays d'Occident.
Damas s'est toujours opposé à toute forme d'ingérence étrangère dans ses affaires intérieures et "ne permettra pas de le faire à l'avenir à qui que ce soit", lit-on dans les pages d'Al-Thawra.
Par ailleurs, un groupe de jeunes syriens indépendants organise pendant quatre jours une campagne intitulée "La Syrie va bien" au cours de laquelle ils mettront quelques 250 personnalités arabes et étrangères au courant des événements en Syrie.
Lors d'un point de presse, les organisateurs ont indiqué que cette campagne a pour objectif de remercier tous ceux qui ont traité les événements en Syrie avec objectivité, effectué des visites sur le terrain et rencontré des personnalités religieuses, populaires etc
Sur le terrain, une délégation populaire du camp al-Yarmouk à Damas, composée de dignitaires religieux, d'avocats et de médecins s'est rendue dans le quartier Ar-Raml al-Janoubi à Lattaquié. La délégation a vérifié sur place des fait sur le terrain, dénonçant les allégations des chaines médiatiques et de certaines personnalités palestiniennes sur ce qui s'est passé dans ce quartier.
L'imam et le prédicateur de la mosquée Chaf'ï, dans le camp de Yarmouk, a affirmé que tout ce qu'on a entendu au niveau de certaines chaines médiatiques et de certaines personnalités sur un pilonnage présumé du quartier Ar-Raml et de son camp par des chars et des navires maritimes est dénué de tout fondement, car il n'y a aucun signe de destruction ou de bombardement.
Enfin, une source militaire responsable a indiqué qu'un groupe terroriste armé avait visé par une embuscade tendue dans la région de Jourat al-Arayes, à Homs, un bus militaire transportant nombre d'officiers qui se dirigeaient à leur travail.

D'autre part, à Homs la TV syrienne a diffusé une séquence de vidéo sur un groupe de terroristes en train de tuer le policier, Raëd Achour, en tirant sur lui, une rafale de balles en plein boulevard d'al-Hamidiah au centre ville de Homs.
La vidéo qui a été filmée par une caméra de surveillance dans la rue le 11 août , montre clairement comment une voiture inconnue, de couleur argentée s'est approchée de la victime, Raëd Achour, et 4 éléments sont descendus de la voiture dans le but de kidnapper la victime, mais après la résistance de ce dernier, ils ont tiré sur lui à bout portant de leurs armes, à la poitrine, à la cuisse gauche et au pied droit.
21/08/2011
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=27896&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

---

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique.

Il semble qu'au bout de quatre mois de manoeuvres et pressions en tous genres, les Américains aient finalement échoué dans leur projet de marginalisation de la Syrie dans la région.
En effet, la Turquie a baissé le ton vis-à-vis de Damas, au grand dam de certains déstabilisateurs qui ont espéré très fort, voici un ou deux mois, que l'armée d'Ankara franchirait la frontière pour « protéger » les populations – en partie turcophones – de la région de Jisr al-Choughour. Mais l'armée syrienne a chassé les activistes salafistes, réoccupé ses postes frontières, et les réfugiés de Turquie se sont mis à rentrer au pays.
Le gouvernement de Damas vient de marquer un autre point important sur le front diplomatique régional avec la signature, lundi 25 juillet, à Téhéran, d'un « *mémorandum d'entente* » sur la réalisation d'un gazoduc de 5 600 kilomètres de longueur, permettant le transport quotidien de 110 millions de m^3 de gaz iranien vers l'Europe via la Syrie et l'Irak. Plusieurs sociétés européennes devraient être associées à l'exploitation de ce « *gazoduc islamique*« .
Le ministre syrien du pétrole et de la Richesse minière, Sofiane Allaou, a apposé sa signature aux côtés de celles de ses homologues iranien Mohammad Ali Abadi et irakien Abdel Karim al-Laebi. L'ambassadeur syrien à Téhéran, Hamed Hassan, assistait à la séance de signatures. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Rahmin Mehmanparast, a estimé que ce gazoduc servirait les intérêts des pays de la région.

Les amis de mes amis…

Bien évidemment, un tel accord entre Damas, Bagdad et Téhéran, dans le contexte tendu que connaît la Syrie, a une dimension autant politique qu'économique. Si les bonnes relations entre l'Iran d'Ahmadinejad et la Syrie d'al-Assad sont une réalité bien intégrée par la géopolitique régionale, celles existant entre l'Irak post-Saddam et la Syrie de Bachar sont moins aisées à analyser. On sait que les deux pays partageaient jadis peu ou prou la même filiation baasiste, nationaliste arabe et laïque. Mais la personnalité de Saddam Hussein avait transformé cette proximité idéologique en rivalité régionale – et personnelle avec Hafez al-Assad – qui avait culminé en 1991 avec la participation d'un contingent syrien à la coalition anti-irakienne lors de la première Guerre du Golfe. Après la chute du rais de Bagdad en 2003 et le chaos sanglant qui s'en est suivi, la Syrie, on le sait, a accueilli près d'un million et demi de réfugiés irakiens qui, pour la majorité d'entre eux, sont restés dans leur nouvellle patrie.
La nouvelle majorité politique issue des élections irakiennes, qui est l'expression de la majorité démographique chiite, est proche de Téhéran, principal allié régional de Damas. On ne peut en tous cas que constater un renforcement – récent – des relations entre les deux pays, dont l'un est tout de même toujours occupé par plus de cinquante-mille G.I.'s. On pourrait presque dire qu'avec leur guerre injuste et tellement coûteuse en hommes et en dollars, les Américains ont finalement travaillé en Irak pour l'Iran et, par ricochet diplomatique, pour la Syrie ! Syriens et irakiens se trouvant actuellement confrontés aux mêmes ennemis immédiats, à savoir des terroristes islamistes plus ou moins proches d'Al-Qaida, voire de l'Arabie Saoudite.
Le nouveau régime irakien, sous étroit contrôle américain, a d'abord reproché à son voisin d'héberger sur son sol plusieurs des activistes islamiques opérant en Irak. Mais la proximité géographique et les intérêts commerciaux bien compris avaient conduit les deux nations à renouer officiellement, en novembre 2006, des relations diplomatiques normales. Interrompues pendant plus d'une année en 2009/2010, suite à un litige portant sur la présence d'opposants baasistes irakiens en Syrie, ces relations ont été rétablies en septembre 2010, à la demande des Irakiens.
L'économie est donc un vecteur de la politique et de la diplomatie entre les deux pays : une délégation syrienne forte de 136 hommes d'affaires est attendue mercredi 27 juillet à Bagdad, avec à sa tête le ministre de l'Economie Mohammad Nida al-Chaara, pour une réunion plénière du comité ministériel mixte syro-irakien. Lequel comité doit plancher sur les mesures et traités propres à développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Qui sont déjà liés par un certain nombre d'accords dans différents domaines. Entre autres, des protocoles de coopération industrielle signés en 2009, ainsi que des accords de coopération scientifique et techniques, portant aussi bien sur le pétrole, le gaz et l'électricité que le secteur bancaire. Ajoutons que l'Irak est le premier partenaire commercial de Damas.
De l'économie à la politique il n'y a décidément qu'un pas et Bachar al-Assad a reçu mardi 26 juillet un message de son homologue irakien Jalal Talabani, que lui a transmis Adel Abdel Mahdi, envoyé spécial irakien (voir photo ci-dessous)
La signature de cet accord sur le « gazoduc islamiste » apparaît donc bien comme un échec de la stratégie américaine d'isolement de la Syrie, et comme un geste d'indépendance du gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, en place depuis décembre 2010, à quelques mois du retrait des dernières troupes américaines, qui devrait être achevé en décembre prochain.

Guy Delorme
27 Juillet
http://www.infosyrie.fr/focus/syrieirakiran-un-gazoduc-tres-politique/

3-2 Mère Agnès-Mariam de la Croix : Mensonges médiatiques et réalités de terrain.

Nous publions à présent un extrait d'une longue analyse de la situation syrienne par Mère Agnès-Mariam de la Croix – mise en ligne le 15 août.
Dans un premier écrit – publié le 1er mai dernier – Mère Agnès-Mariam, religieuse catholique de l'église grecque melkite de Syrie – de nationalité franco-libanaise, avait déjà dénoncé la désinformation médiatique, et au premier chef celle véhiculée par les télés satellitaires arabes comme al-Jazeera ou al-Arabiya, ou encore Barada TV, chaîne proche des opposants syriens radicaux et financée grassement par le Département d'Etat américain, sans oublier bien sûr les Américains de CNN et les Britanniques de BBC News, qui tous, sur la Syrie, « évoluaient en parfaite harmonie idéologique avec les aréopages du net : les leurs propres ainsi que Facebook, Tweeter, Youtube », ces réseaux étant relayés par la presse écrite en ligne.
La religieuse pointait, dès cette époque (Infosyrie était encore dans les limbes au début des événements) la non fiabilité des sources de l' « information » distillée en Occident sur la Syrie : des SMS envoyés clandestinement à partir de téléphones portables aux chaînes satellitaires, dont certaines n'hésitaient pas à promettre des rétributions à leurs « correspondants improvisés » : Mère Agnès-Mariam a personnellement reçu des témoignages de jeunes chrétiens syriens en ce sens.
Et puis, bien sûr, elle dénonçait les ingérences étrangères dans la crise syrienne, et notamment la collusion entre le clan libanais Hariri et les Américains.
Mère Agnès-Mariam produisait une suite de témoignages sur la réalité de trafics d'armes en provenance du Liban et à destination des « insurgés radicaux », et décrivant notamment leurs agissements – et leur équipement – à Homs.
Guerre religieuse : l'inquiétant scénario de Mhardeh
Dans ce second texte dont nous présentons un large extrait – Mère Agnès-Mariam revient sur l'alliance funeste – pour la Syrie et bien au-delà de ses frontières – « entre les grandes puissances et des mouvements armés fondamentalistes ».
Les grandes puissances, ce sont of course les Etats-Unis, mais aussi, hélas, la France de Sarkozy qui a, dans cette histoire, sacrifié des liens culturels anciens avec la Syrie.
La religieuse rappelle à ce propos que la visite des ambassadeurs américain et français auprès des insurgés de Hama « a été vécue chez nous comme une démarche injustifiable ».
Et les fondamentalistes, ce sont bien sûr ces groupes armés (par des factions libanaises, notamment) dont Mère Agnès-Mariam, s'appuyant sur des témoignages d'amis locaux, décrit les agissements à Hama et dans des localités du gouvernorat comme Mhardeh, petite ville de population grecque orthodoxe, et assaillie, le 1er août dernier, par des centaines de jeunes hommes armés, qui ont mis la ville en coupe réglée : à Mhardeh, les forces de police sont en nombre insuffisant et bientôt ce sont les habitants qui doivent résister, à coups de fusil, aux agresseurs, finalement repoussés.
Le scénario – de conflit communautaire – se reproduit au même moment dans le village chrétien de Sqailbiyyeh et de façon moins directement violente, jusque dans une grande ville moderne comme Damas, selon Mère Agnès-Mariam.
Dans l'esprit de dialogue et de réconciliation qui lui tient très à coeur, la religieuse a organisé, le 30 mai, au monastère Saint-Jacques de Qâra, une rencontre entre chrétiens et opposants sunnites, alaouites, kurdes et druzes, réunion qui a accouché d'un communiqué commun dénonçant les manipulations médiatiques et l'ingérence étrangère, soulignant la justesse des revendications de l'opposition, et prônant en conséquence un « dialogue confiant et serein, sans compromission avec les erreurs passées ».
Mère Agnès-Mariam se veut malgré tout plutôt raisonnablement optimiste : « La Syrie, dit-elle, est loin de l'effondrement », les foyers d'antagonismes confessionnels ont été « isolés et contrôlés » et la fragile harmonie de la « mosaïque » syrienne a été jusqu'à présent maintenue tant bien que mal par le régime baasiste, dont la religieuse déplore néanmoins le caractère longtemps « totalitaire et corrompu ».
Mais Mère Agnès-Mariam salue la « saine autocritique à l'oeuvre » actuellement, qui s'exprime par de nouvelles lois promulguées et des réformes mises en route.
Dans la dernière partie de son texte, la religieuse revient rapidement sur l'histoire et la situation présente des chrétiens d'Orient, et les perspectives – inquiétantes – que leur ménage « l'entente désormais affichée entre les Etats-Unis et les Frères musulmans ».
Au total une contribution peu orthodoxe – si l'on peut dire – à l'analyse des événements de Syrie.
Et l'on se pose la question : qu'aurait à répondre un Alain Juppé aux arguments de Mère Agnès-Mariam ?
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=27826
Extrait :
"Une grande amie ayant reçu mon article sur les derniers développements en Syrie l'a soumis à un "grand journaliste" de ses connaissances. ***Voici sa réponse :***

Je ne sais trop qu'en penser ? J'ai un peu l'impression que ton amie surestime les interprétations du pouvoir (complot etc..) et les islamistes sur l'incroyable pulsion de liberté qui s'y exprime avec un courage fou. Voir ce témoignage : « Une révolution d'esclaves contre leurs maîtres : interview de Samar Yazbek, auteure syrienne, membre de la communauté alaouite, plusieurs fois arrêtée pour ses prises de positions anti-Al-Assad », par Christophe Ayad.
Suit l'article qu'on peut trouver sur le site du journal Libération….

Mère Agnès-Mariam : *Voici ma réponse à mon amie et au "grand journaliste".*
Chère amie,
Mes remerciements pour l'occasion offerte de dialoguer avec ton ami dont l'itinéraire journalistique m'a impressionnée.
J'ai bien dit dans mon article que je serais taxée d'être "pro-régime". Mais peu importe. L'important c'est d'informer en vue de prévenir le pire. Je salue Samar Yazbek, connue, respectée et aimée et membre de la ligue des écrivains syriens. Le 4 août, un journaliste que je connais, Pierre Abi Saab, lui dédie une demie page dans le journal libanais arabophone Al Akhbar (http://www.al-akhbar.com/node/18374) où il la compare à Électre et à Antigone. Son témoignage dans Libération et dans La Croix est bouleversant.
Samar fait partie des élites alaouites dissidentes de la famille Al Assad. Elle confirme le fait que les alaouites, dans leur majorité n'ont PAS été favorisés par le régime : au contraire, ce sont les élites sunnites qui l'ont été et qui, aujourd'hui appuient le régime. J'ai des connaissances parmi ces élites alaouites dissidentes. Il faut être prudent. Car le conflit inter-alaouites est tribal et vindicatif ; il ne porte pas sur la démocratie mais sur le fait de n'avoir pas été favorisé matériellement.
Samar a des atouts extraordinaires pour décrire ce qu'elle vit mais elle se trahit. En parlant d'une révolution d'esclaves contre leurs maîtres elle est solidaire avec les siens, ces alaouites défavorisés. Mais on est loin d'une approche globale du phénomène qui regroupe : des intellectuels théoriciens (minorité infime) toutes confessions confondues, des contrebandiers, des repris de justice, des élites politiciennes corrompues écartées (dont l'oncle des Assad, Rifaat El Assad établi à Paris et le sunnite ancien vice-président, Abdel Halim Khaddam, dissident dès 2005 en préparation des évènements actuels d'une reprise sunnite du pouvoir sous couverture turco-saoudienne, avec bénédiction US), des idéalistes (une minorité) dont les anciens communistes et autres partis politiques dévitalisés par le monopole baathiste, la classe moyenne des sunnites galvanisée par des slogans confessionnels, des kurdes marginalisés.
J'ai lu attentivement l'interview de Samar. Il s'agit, qu'on me le permette, de pain rassis sur la planche. Samar parle **du début** du mouvement **pacifique** de contestation. A ce moment-là nous étions tous unis et solidaires avec les demandes légitimes de réforme. Je connais personnellement des intellectuels du communiqué de Damas. Samar a quitté la Syrie début juillet. Auparavant elle travaillait aussi à la télévision syrienne. **[...]**
Ce que j'ai écrit est le fruit de témoignages vécus, sur le terrain. J'ai même pris la peine de distinguer qu'en cas d'acte confessionnel "irréparable", nous ne saurions distinguer qui en sera l'auteur : les islamistes ou les agents du gouvernement. Plus d'objectivité de notre part ? Difficile !
***Mère Agnès-Mariam de la Croix**, Higoumène du Monastère Saint Jacques l'Intercis, Syrie.*
21/08/2011
(*) Mère Agnès-Mariam de la Croix est de nationalité libanaise et française. Son père est réfugié palestinien de 1948. Elle a vécu la guerre civile du Liban et travaille en Syrie depuis dix sept ans.
Source : Mère Agnès-Mariam de la Croix"
http://www.silviacattori.net/article1819.html

3-4 Louis Denghien : L'ONU au service du NOE (Nouvel Ordre Mondial) ?

Une « *mission d'évaluation* » des Nations-Unies sera en Syrie ce week-end a annoncé jeudi 18 août Valérie Amos, coordinatrice des affaires humanitaires de l'ONU. Cette visite, accepté par le gouvernement syrien, s'inscrit dans la suite logique de la conversation téléphonique entre Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, et Bachar al-Assad, mercredi soir 17 août. Ban Ki-moon avait alors exprimé sa vive inquiétude sur la poursuite de la répression en Syrie, et Bachar avait affirmé que les opérations de l'armée et de la police contre les opposants violents venaient de prendre fin.
Ce même jeudi 18 août, le haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait publié un rapport sur la « *répression en Syrie*« , assurant que celle-ci avait conduit à de « *graves violations des droits de l'homme* » pouvant « r*elever de crimes contre l'humanité*« . Ce rapport s'appuyait sur le résultats d'une mission d'enquête ayant recueilli « *aux confins de la Syrie*« , entre le 15 mars et le 15 juillet, des témoignages sur les exactions éventuelles des forces de l'ordre. Cette « commission d'enquête » avait reçu mandat d'une résolution votée lors d'une session « spéciale Syrie » du conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 29 avril dernier.
Les gens de l'ONU ont donc collecté des éléments prouvant selon eux « *une apparente volonté de tirer pour tuer, la plupart des blessures par balles ayant été localisées dans la tête, la poitrine et généralement la partie supérieure du corps*« . Bien sûr, le rapport onusien parle de manifestations forcément « *pacifiques* » sur lesquelles les forces de l'ordre syriennes « *ouvrent le feu sans discernement sur des civils, sans sommation et à courte portée*« . Bref, pour les enquêteurs, on constate en Syrie depuis 4 mois « *un ensemble de violations des droits de l'homme constituant une attaque généralisée ou systématique contre la population civile*« , ce qui justifierait que le conseil de sécurité « *envisage de saisir la Cour pénale internationale sur la situation en Syrie*« .

Un rapport malhonnête car partial et partiel

A suivre. Mais disons déjà, ou plutôt répétons que ce rapport pèche par un manichéisme et un simplisme qui hypothèquent gravement son impartialité proclamée. D'abord, une grande partie des témoignages collectés, pendant 4 mois, « a*ux confins*

de la Syrie » – c'est-à-dire on suppose dans les camps de réfugiés encadrés par les Turcs, ou parmi les milieux, libanais ou syriens, acquis à l'opposition – relèvent de la propagande ou du lyrisme consubstantiel à la rhétorique islamiste ou aux slogans politiquement corrects des branchés Facebook.
Loin de nous, une fois encore, de nier les morts, les bavures et les brutalités. Mais celles-ci découlent d'un schéma « provocation-répression » institué par des émeutiers armés, prenant pour cible, à Hama, Homs, Lattaquié, Deir Ezzor, Idleb, les forces de l'ordre, et poussant celles-ci à tirer dans le tas ou à l'aveuglette, ce dans un contexte de guérilla urbaine où les snipers de l'opposition radicale peuvent être partout. La « nervosité » des soldats et policiers syriens s'expliquant aussi par le souvenir du massacre de leurs camarades survenu à Jisr al-Choughour à la mi-juin.
Ne pas tenir compte de ces circonstances, occulter l'action des groupes armés attestée pourtant par plusieurs vidéos, ne rien dire des pertes de l'armée et de la police, qui ne peuvent s'expliquer que par l'action de ces groupes armés, taire les inquiétudes des minorités religieuses ou des très nombreux partisans du régime, c'est ne nous raconter, au mieux, que la moitié du film, et c'est, pour les Nations-Unies, s'abaisser au niveau des chancelleries euro-américaines !
Mais l'ONU ne s'est-elle pas déconsidérée depuis longtemps par son incapacité à s'opposer aux « justes guerres » de l'Amérique – de l'Irak à la Yougoslavie – et d'Israël – du Sud-Liban à Gaza. Encore devrait-on se demander si le mot « incapacité » était bien celui qui convenait dans ces circonstances…
Nous avons, à *Infosyrie.fr*, visionné depuis le mois de mai pas mal de vidéos de manifestations de rue : souvent nous avons vu des manifestants fuir sous des tirs. Oui, « sous des tirs », car si les forces de l'ordre avaient tiré à hauteur d'homme, avec les moyens dont elles disposent on aurait eu droit à un carnage à chaque démonstration de l'opposition. Or même les estimations maximalistes et invérifiables de nos cyber-statisticiens de l'opposition fixent à 1 900 ou 2 000 morts en 5 mois le bilan de la « sanglante répression » bachariste. Mais, compte tenu des pratiques militaires que dénonce le rapport de l'ONU, ce bilan devrait être au moins dix fois supérieur !
Une seule intervention brutale, à tir tendu et à bout portant, des soldats et blindés contre une manifestation de 50 000 personnes à Hama, par exemple, aurait pu atteindre en 10 minutes à peine ce chiffre de 2 000 victimes !
Non, les forces de l'ordre syrienne, dans un contexte pour le moins difficile, nous paraissent avoir fait preuve d'une retenue certaine. Rappelons que même les propagandistes de l'OSDH reconnaissent qu'au moins 20% – soit 500 personnes – des victimes du « printemps syrien » appartiennent à la police et à l'armée. Et parmi les victimes civiles, combien de partisans du régime, de membres de minorités religieuses, victimes des activistes islamistes **?**
Dans ce contexte, l'ONU et son « haut-commissariat aux droits de l'homme » nous paraissent travailler pour le Département d'Etat et pour l'Union européenne, beaucoup plus que pour la justice et la vérité. Quant à la Cour pénale internationale, que ces messieurs songent à saisir – et dont, curieusement, les Américains ont refusé de ratifier l'existence et les compétences -, disons ou redisons simplement qu'elle a suffisamment fait preuve, ces dernières années, de sa partialité pour que nous – et éventuellement les Syriens – la récusent à l'avance.
Par Louis Denghien,
le 19 août 2011

COMMENTAIRE D'UN LECTEUR :

aleph dit :
Merci Louis pour vos commentaires éclairés.
Il est clair que l'ONU à l'intention d'instruire un nouveau procès à charge après celui avorté pour l'assassinat de Rafiq harriri via le TSL.
On ouvre un nouveau volet de désinformation et de manipulation de façade et de pressions sur le gouvernement syrien en coulisse.
La conférence de presse de Bashar Jaafari (Merci Shamsi) indique clairement la stratégie onusienne de mépris et de mis à l'écart des représentants officiels de la Syrie pour ne discuter qu'avec des opposants désignés par ceux qui les rémunérent et qui ne représentent qu'eux mêmes.
C'est bien entendu une masscarade de justice et un levier de pression contraire au principe de souveraineté des états.
Est-ce qu'il serait envisageable que Blair et Bush soient poursuivis pour crimes contre l'humanité après la mort de deux millions d'irakiens? excusez du peu! Circulons!
http://www.infosyrie.fr/actualite/lonu-au-service-du-noe-nouvel-ordre-mondial/

3-5 Louis Denghien : ONU : la mascarade continue !

C'est suite à une proposition pressante des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de quatre pays arabes dont trois au moins sont connus pour leur intransigeance en matière de libertés démocratiques – Arabie Saoudite, Koweit, Qatar, Jordanie – que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a accouché mardi 23 août d'une résolution demandant la création d'une commission d'enquête internationale indépendante sur les « *violations des droits de l'homme en Syrie*« .

Harcèlement américano-onusien

C'est donc l'énième épisode d'un feuilleton politico-diplomatique qui s'étire depuis l'échec, courant juillet, du projet de résolution franco-euro-américain destiné à faire condamner Damas par le Conseil de sécurité. On se rappelle peut-être que les mêmes avaient obtenu une « condamnation » symbolique, par le Conseil de sécurité, du gouvernement syrien, invité à cesser les violences contre les manifestants (*voir notre article « ONU : Tout ça pour ça« , mis en ligne le 4 août).*
Mais pas question pour l'axe Washington-Paris-Londres-Bruxelles d'en rester là : ne pouvant obtenir l'essentiel – la résolution anti-syrienne du Conseil de sécurité – les « alliés » multiplient menaces verbales, pressions diplomatiques et

sanctions économiques (*voir notre article « Les Occidentaux ne renoncent pas… les Russes non plus« , mis en ligne le 22 août*) ; et en ce qui concerne la diplomatie, c'est visiblement l'ONU et son obligeant secrétaire général, Ban Ki-moon, qui sont chargés de donner un nouveau souffle à l'offensive anti-syrienne : après donc le vote début août de cette « condamnation » à vrai dire sans effets, après la constitution d'une « *commission d'enquête* » accouchant d'un « *rapport* » envisageant la possibilité d'une condamnation de Damas pour « *crimes contre l'humanité*« , et prévoyant l'envoi d'une « *mission humanitaire* » sur place, après la menace d'une saisine de la Cour pénale internationale, c'est donc cette commission d'enquête, beaucoup plus internationale qu'indépendante, qui est chargée de poursuivre l'instruction à charge contre la Syrie et son gouvernement. Naturellement le dossier est surtout plein des allégations toujours invérifiables et très souvent mensongères de l'opposition, qui continue d'asséner ses bilans truqués – 2 200 morts civils – et de dresser de la société syrienne un tableau apocalyptique qui ne manque pas d'étonner la plupart des étrangers se rendant sur place, pour ne pas parler de la masse des Syriens eux-mêmes. La haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, parlait ainsi, lundi 22 août, d'utilisation de « *l'artillerie lourde* » par l'armée syrienne contre les opposants, ces opposants qui avaient déjà prétendu, via l'OSDH, que la marine de guerre syrienne avait pilonné le quartier d'al-Ramel à Lattaquié.

On peut donc dire que cette commission d'enquête a déjà prononcé ses conclusions, avant même que de se rendre en Syrie. Conclusions qu'elle remettra, qu'on se le dise, à Ban Ki-moon « fin novembre » : de quoi collationner un maximum d'informations exclusives – et pour cause – auprès de l'OSDH et des opposants à téléphone portable.

Quand Ban Ki-moon met l'ONU à l'heure de l'OTAN

On a déjà écrit ici que l'ONU, sous le « règne » de Ban Ki-moon, semble s'être transformée en « chambre d'enregistrement » des directives géopolitiques américaines et associées : les mêmes qui n'ont pas mots et de textes assez durs contre Bachar al-Assad, Ahmadinejad ou Kadhafi sont d'une discrétion de violette démocrate sur les régimes du roi Abdallah et des émirs du Golfe, sur la répression de la révolte au Bahrein ou au Yémen, ou sur les violations répétées des résolutions de l'ONU sur la colonisation et la répression israélienne dans les Territoires occupés, ceux qui réclament une transition démocratique immédiate en Syrie sont moins impétueux en ce qui concerne la création officielle d'un Etat palestinien. C'en est au point qu'on serait tenté de dire qu'un Etat ou un dirigeant condamné ou sermonné par l'ONU sont à coup sûr des Etats, des dirigeants libres, non alignés sur le Nouvel Ordre Mondial.

Le « machin » jadis moqué par De Gaulle est vraiment devenu « la chose » de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone : l'ONU, qui n'autorise rien contre Israël, a déjà donné son « feu vert » à l'OTAN contre l'Irak, la Yougoslavie, la Libye – quitte à laisser « élargir » quelque peu, dans ce dernier cas, la mission initiale.

Et s'il n'y avait la Russie, la Chine et quelques autres, elle aurait dit « go ! » au G.i.'s pour se ruer sur la Syrie et l'Iran. Faysal Khabbaz Hamoui, représentant de la Syrie auprès des Nations-Unies, n'a pu que dénoncer « *le langage utilisé dans le projet de résolution (…) odieux* » et qui ne fera que prolonger la crise en Syrie. Tout en soulignant le caractère politique « *à 100%* » de la résolution, le diplomate a confirmé, mardi 23 août, que son gouvernement autoriserait néanmoins la mission du Haut-commissariat aux droits de l'homme « *aussitôt que l'enquête indépendante syrienne aura terminé ses propres investigations* «. Et ceux qui ricanent déjà à propos de l'indépendance des enquêteurs syriens devraient éclater d'un rire franc relativement à l'indépendance des employés de Ban Ki-moon !

Louis Denghien,
le 23 août 2011
http://www.infosyrie.fr/actualite/onu-la-mascarade-continue/

3-6 Ahmed Halfaoui : Mohamed Bouhamidi : « Aggravation des menaces guerrières du capitalisme. »

Par une espèce d'ironie, chaque prise de position des démocrates-modernistes algériens sur une question arabe coïncide totalement avec les points de vue des monarchies du Golfe ou du régime égyptien. C'est encore vrai aujourd'hui pour la Syrie.

La colère des monarchies du Golfe et le rappel de l'ambassadeur saoudien nous parviennent comme l'écho de l'appel de l'expulsion de l'ambassadeur syrien formulé par M. Bouchachi et sa nébuleuse à l'intérieur de la Ligue des droits de l'Homme. Nos démocrates pleuraient en 2008 «les Palestiniens pris en otage par le Hamas» pendant qu'Israël bombardait Ghaza. Cette position recoupait tout à fait les postions du régime égyptien et celles des pays du Golfe qui nous poussait à croire que le Hamas travaillait plus pour son allié l'Iran que pour la Palestine. On connaît aujourd'hui l'ampleur des connivences entre Israël frappant un «allié de l'Iran» et ces pays du Golfe et nous sommes, aujourd'hui, carrément abasourdis de découvrir la profondeur insoupçonnée des complicités secrètes entre Israël et ces pays du Golfe. Plus tôt en 2006, il apparaissait clairement que l'agression israélienne contre le Liban avait le soutien appuyé de ces mêmes pays du Golfe. Au Liban aussi, il fallait frapper une «base de l'Iran». Nos démocrates ont suivi cette ligne, le Hezbollah représentant pour eux la quintessence de l'islamisme dans sa version iranienne de surcroît. Ils ne trouvèrent aucune gêne – aujourd'hui non plus – à s'aligner sur le wahhabisme. L'échec patent d'Israël et du plan américain de balayer le Hezbollah en deux semaines – c'était quelques jours pour l'Etat libyen – puis l'adhésion populaire fantastique à la résistance libanaise et à la figure de son chef ainsi que la mobilisation des opinions européennes avaient

obligé les Américains à différer leur «chaos créateur» par crainte de voir ce chaos se retourner contre eux. C'est pourquoi avec Freedom House ils ont organisé la rencontre des ONG arabes d'Amman entre le 17 et le 19 juin 2007, puis celle du Danemark pour tracer une nouvelle feuille de route qui ferait «émaner» des sociétés arabes elles-mêmes la demande «d'ingérence démocratique et/ou humanitaire». La demande d'expulsion de l'ambassadeur syrien est donc dans la droite ligne de la feuille de route d'Amman, affinée au Danemark. Dans un texte à la logique implacable, Ahmed Halfaoui a démonté cette compassion à double vitesse. Combien d'Algériens connaissent l'existence de cette feuille de route pour se faire démocratiquement et en toute connaissance de cause une idée des sources d'inspiration de ces indignations à géométrie variable et combien d'Algériens savent que de Amman ces ONG arabes sont sortis avec une feuille de route intitulée : «Planification stratégique pour les réformes démocratiques» ? Révisons nos connaissances en français pour saisir pleinement le sens de ces termes de «planification» et de «stratégie» et tout ce que cela implique de suivi des étapes dans l'art de gagner les guerres auquel se réfère le document sorti de Amman. Combien le savent pour situer exactement dans le cadre de la planification générale et à long terme la valeur et la fonction exacte de ces prises de position à l'intérieur de l'ensemble du plan ? Rappelons quand même que cette réunion d'Amman a suivi l'échec d'Israël au Liban et visait à frapper en premier lieu la Syrie. Il fallait absolument séparer la Syrie de l'Iran. Deux candidats étaient en course : les Français et les Turcs. Chacun avec sa méthode. Ils étaient à leur manière deux carottes différentes au milieu desquelles s'est glissée la cagnotte saoudienne. Les Américains devaient juger du meilleur exécutant – c'est encore le cas pour la Libye et pour l'élargissement de la guerre à l'Iran – mais eux gardaient bien levé leur bâton combiné à des promesses creuses mais surtout à des préparations secrètes qui ont abouti à l'infiltration à partir de l'Irak et de la Jordanie de groupes armés qui ont enveloppé la colère des Syriens dans les orientations mortifères des groupes animés par las Saoudiens. Séparer de gré ou de force la Syrie de son allié iranien. Par la carotte, cela n'a pas marché malgré l'invitation de Bachar El Assad à un défilé du 14 juillet. Cela ne vous rappelle-t-il pas le tapis rouge pour Kadhafi ? Cela devrait surtout servir d'avertissement pour les dirigeants algériens sur la duplicité des dirigeants occidentaux, singulièrement les Anglais et les Français. La trahison, le faux semblant, les flatteries soporifiques ne sont jamais loin du coup bas et du coup en traître. N'ayant pas obtenu le divorce syro-iranien par la carotte, les USA passent à l'usage de la subversion. La colère saoudienne ressemble à la rage de William Hague devant la résistance du peuple libyen. C'est finalement cette résistance du peuple libyen qui a rendu impossible la mission de la CNCD en Algérie et impossible de maquiller les visées réelles des Américains et des sionistes et de leurs alliés du Golfe dans la manipulation syrienne pour préparer la guerre contre l'Iran, alors que les opinions musulmanes ont été si bien «travaillées» qu'elles trouvent aujourd'hui, massivement, les chiites pires que le diable lui-même ! Le royaume saoudien est en colère et il gronde devant les difficultés de la mise en œuvre d'un encerclement de l'Iran et de son attaque par le flanc syrien, le flanc irakien étant sérieusement miné par les Iraniens. L'appel d'Alger est dans cette dynamique de l'agression. C'est à la fois une pression sur le gouvernement algérien qui refuse de marcher dans cette combine. C'est aussi un message des Américains et une de leurs menaces pour l'empêcher d'agir contre eux à défaut de l'avoir avec eux. C'est enfin l'offre d'une caution arabe qui tardait à venir (alors qu'elle avait été si promptement offerte par Amr Moussa pour attaquer la Libye). Au même moment que notre «nébuleuse Ligue des droits de l'homme» s'indignait, les pays du Golfe offraient cette caution arabe qui manque aux Etats-Unis et ses vassaux de l'Otan pour dépasser l'obstacle russe et chinois sur leur route pour l'agression. Non seulement les Russes resteront un dur morceau à avaler dans l'exécution de ce plan parce qu'ils tiennent à leur base navale syrienne, mais ils se font déjà un devoir de prévenir sur les vrais buts de guerre de cette guerre civile créée par les Euro-Américains en Syrie comme celle qu'ils ont créée en Libye, même si en Syrie les bases de la contestation sont réelles mais pas forcément séduites par les sirènes euro-américaines.Sans le moindre effort – en tout cas sans vrai effort – vous pouvez trouver une demi-douzaine de sites très sérieux qui reprennent les documents américains qui détaillent les cibles inscrites au bout de leurs canons dans des textes officiels américains. Les régimes qui se montrent réticents à un alignement sans murmure sur les positions américaines et hésitent à se soumettre sans retard aux désirs des Etats-Unis doivent tomber d'une façon ou d'une autre. La méthode s'est plutôt sophistiquée depuis l'invasion de l'Irak en matière de maîtrise globale de l'information, des médias, des termes et du vocabulaire, etc. mais aussi, et surtout, en matière de mise en scène avec tout au-devant «la demande indigène d'ingérence». Combien de fois les bouches criminelles des dirigeants occidentaux

n'ont-elles pas seriné que l'Otan bombarde avec l'assentiment des Arabes et à leur demande et avec leur participation ? Dans la liste de ces pays récalcitrants, vous trouverez en tête la Syrie pour son alliance avec l'Iran et pour ses liens avec le Hezbollah qui rendent plus difficile la guerre programmée contre l'Iran. Vous trouverez aussi la Libye et l'Algérie. Le paquet devait être livré «au changement démocratique» dans le même mois de février avec les CNT algériens et libyens et l'entrée en action des groupes wahhabites en Syrie. Cela n'a pas marché. Les palans américains marchent de moins en moins, hormis en Irak où il faut admettre qu'ils ont mis le paquet : une coalition des plus grandes puissances militaires mondiales contre un régime miné de toutes parts. Dans ce plan l'Algérie leur paraissait déjà comme un morceau un peu difficile. La résistance du peuple libyen avec la mémoire tout de suite retrouvée de la lutte anticoloniale a refroidi leurs ardeurs, alors que leurs documents signalaient déjà le caractère incertain, voire aventureux d'une attaque frontale contre notre pays. Il leur reste tout au plus l'aide de la nébuleuse d'un président fictif de la Ligue des droits de l'Homme puisque le président légal s'appelle Hocine Zahouane.
Ces nouveaux développements à propos de la Syrie jettent une nouvelle lumière sur la guerre de reconquête coloniale faite à la Libye. Mais le contexte de l'accélération des manifestations de la crise qui frappe le capitalisme aggrave les inquiétudes. La tactique des Euro-Américains «du sauve-qui-peut», couplé au «faire-n'importe-quoi» pour donner à leurs opinions l'illusion d'une action positive dans un tableau toujours plus sombre, ne marche pas non plus. La confrontation avec la Chine ne peut plus attendre le renforcement du pôle des BRICS et l'enlisement dans des guerres périphériques d'encerclement par l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan et par le choix d'une guerre sur le continent africain. Les dirigeants des grands pays capitalistes connaissent tout à fait la profondeur et la gravité de cette crise. Ils n'ont aucun moyen, hormis la guerre mondiale, d'y faire face. Il est temps de se demander si la troisième guerre mondiale va ressembler aux deux premières et si ses prémices ne sont pas déjà en œuvre dans cette balkanisation du nord de l'Afrique et du Sahel. La guerre contre la Chine commence déjà par lui barrer les territoires conquis commercialement et pacifiquement dans nos contrées. La carotte du pétrole saoudien à bon prix contre un lâchage chinois de l'Iran ne semble pas non plus fonctionner correctement. Quand les Saoudiens essayaient de séduire les Chinois à la demande des Américains, la Chine engageait des investissements colossaux en Libye et gagnait une influence sans pareille pour les autres pays. C'était surtout cela la source de la guerre contre la Libye, combinée à d'autres facteurs bien sûr.
Jeudi 11 août 2011
Publié sur *La Tribune*
source : Ahmed Halfaoui

Wikipedia : La Syrie.

Politique de la Syrie.

Bachar el-Assad, président de la Syrie
Le pouvoir syrien est fondé sur deux piliers : l'idéologie socialiste ba'athiste et sur les liens entre membres de la communauté musulmane alaouite.
Officiellement, la Syrie est une république parlementaire. Les Syriens sont régulièrement appelés aux urnes. L'ancien président syrien, Hafez el-Assad, chef de l'État de 1970 à sa mort en 2000, a été confirmé dans ses fonctions de chef de l'État par cinq référendums successifs.
Le président actuel est Bachar el-Assad, qui a succédé à son père le 17 juillet 2000. Lui aussi a été élu par référendum en 2000.
Hafez el-Assad a pris le pouvoir après un coup d'État en 1970, après avoir déposé Salah Jedid, il devient l'homme fort de la Syrie. Hafez el-Assad est, après le roi Hassan II du Maroc, le chef d'État arabe qui est resté le plus longtemps au pouvoir. Cette longévité provient essentiellement du fait qu'il était soutenu par des minorités religieuses, dont la minorité religieuse alaouite. Il est aussi soutenu par beaucoup de fermiers et par les Syriens vivant dans les milieux ruraux. L'expansion de la bureaucratie a créé une classe moyenne qui reste fidèle au gouvernement. Mais l'essentiel de sa puissance venait de l'armée syrienne et de son appareil de sécurité. Un autre facteur de son maintien au pouvoir est le nationalisme, dont entre autres les conflits qui l'opposait et qui oppose la Syrie aux États-Unis, à Israël et à l'Irak de Saddam Hussein.
Chacune des trois branches du gouvernement est guidée par les objectifs du parti Baas, dont l'importance dans les institutions d'État est assurée par la constitution. 8 partis politiques ont été légalisés dans le pays, ils font tous partie du Front national progressiste. Le FNP est dominé par le parti Baas. En plus de celui-ci, en sont membres : le Mouvement des socialistes arabes, le Parti communiste tendance Bagdash, le parti communiste tendance Faysal, le Parti social-nationaliste syrien (Grand-syrien), l'Union socialiste arabe (nassérienne), l'Union démocratique arabe (nassérienne), Le Parti unioniste socialiste (nassérien) et le parti unioniste socialiste

démocratique (nassérien). C'est la même chose pour le parlement, le Conseil du peuple (Majlis al-Sha'ab). Les députés sont élus pour une durée de quatre ans, mais le Conseil n'a aucune autorité indépendante. Bien que les parlementaires puissent critiquer des lois et modifier des projets de loi, ils ne peuvent pas faire de proposition de loi, et les décisions finales sont prises par la branche exécutive.
Avec l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad en juillet 2000, les Syriens et en particulier les militants pour les droits de l'homme ont espéré une certaine libéralisation du pays ; c'est ce qu'on a appelé le printemps de Damas **(en)**.
Ce printemps n'a pas duré longtemps, il s'est terminé en février 2001, lorsque les services de sécurité ont gelé l'activité des forums intellectuels, culturels et politiques, par la poursuite des militants pour les droits de l'homme et leur emprisonnement. Dans cette courte période de 6 mois, le printemps de Damas a vu des débats politiques et sociaux intenses, d'une part, et d'autre part il a conservé un écho qui sonne encore dans les débats politiques, culturels et intellectuels jusqu'à aujourd'hui en Syrie.
D'après le site de statistiques Nationmaster, la Syrie se trouve au 13e rang mondial pour les effectifs militaires et au 5e rang mondial[7] pour les effectifs militaires par tête (2008).
Gouvernement[modifier]
La Constitution syrienne investit le parti Baas des fonctions nécessaires pour conduire l'État et la société. Elle donne par ailleurs de larges compétences au président. Le président est élu après un référendum pour un mandat de sept ans. En plus d'exercer la charge de chef de l'État, il est le secrétaire général du parti Baas et le chef du Front national progressiste, qui regroupe toutes les organisations politiques légales. Le président peut nommer les ministres, déclarer la guerre, et déclarer l'état d'urgence. Il a aussi le pouvoir d'amnistie, il peut modifier la Constitution et nommer les fonctionnaires et le personnel militaire.
C'est avec le Front national progressiste que le président peut décider des questions de relations internationales, c'est aussi le FNP qui approuve la politique économique de l'État. Le FNP est aussi un forum d'idées[non neutre] dans lequel la politique économique et l'orientation du pays sont débattues.[réf. nécessaire]

Subdivisions de la Syrie.

La Syrie est divisée en quatorze gouvernorats, ou muhafazat (singulier : muhafazah), portant chacun le nom de leur chef-lieu. Les gouverneurs sont proposés par le ministère de l'Intérieur au gouvernement, lequel annonce leur nomination par décret exécutif. Dans ses fonctions, le gouverneur est assisté par un conseil provincial élu.
Une partie du gouvernorat de Quneitra est sous occupation israélienne depuis 1967 (voir Golan). Le Golan est un des principaux sujets de discorde entre Israël et la Syrie. Ce dernier le considère comme territoire syrien occupé, alors qu'Israël le considère comme annexé.

Article détaillé : Géographie de la Syrie.

L'essentiel du territoire syrien est constitué par un vaste plateau calcaire (hamada) surmonté de quelques anciens reliefs volcaniques (djebel druze), et traversé au nord-est par le fleuve Euphrate.
La Syrie est un pays majoritairement aride, en particulier à l'intérieur et dans la partie orientale. Le niveau de pluviométrie moyen est de 318 mm par an mais tombe à moins de 150 mm dans le Nord-Ouest, contre plus de 800 mm à proximité de la côte et près de 1 400 dans les montagnes. Le pays est en dessous du niveau du seuil de pénurie puisque la ressource par habitant s'établit à 947 m^3 par an (le seuil de stress hydrique est généralement fixé à 1 700 m^3 par an et par habitant et le seuil de pénurie à 1 000 m^3). La Syrie reçoit de plus son eau des pays voisins : 50 % des réserves proviennent de Turquie, 20 % du Liban. Autre facteur inquiétant, l'exploitation des nappes phréatiques dépasse leur capacité de renouvellement. La Syrie exploite ainsi aujourd'hui plus de 50 % des ressources renouvelables, alors que le seuil maximum communément admis est de 30 %. Le nord-est du pays (« Djézireh ») et le sud (« Hawran ») sont des zones agricoles importantes.
Les principales villes du pays incluent Damas dans le Sud-Ouest, Alep dans le Nord, et Homs. Les autres villes importantes sont situées pour la plupart sur la côte. La Syrie connaît un climat tempéré composé de quatre saisons. La température moyenne estivale atteint les 32 °C et la température moyenne hivernale est de 10 °C. Au printemps et en automne la moyenne des températures est de 22 °C. L'horaire d'hiver prend effet du mois de novembre au mois de mars (+ 2 heures GMT). L'horaire d'été est appliqué du mois d'avril au mois d'octobre (+ 3 heures GMT).
Économie[modifier]
Article détaillé : Économie de la Syrie.
La monnaie officielle est la livre syrienne, symbole (£S), communément appelée lira. Elle est égale à 100 piastres syriennes. Les billets en circulation valent : 50, 100, 200, 500 et 1 000 £S, tandis que les pièces de monnaie valent : 1, 2, 5, 10 et 25 £S. Le commerce international fait partie du quotidien. La part du commerce extérieur est de 70 % de son PIB. Ses principaux partenaires commerciaux sont l'Allemagne, le Liban, l'Irak, l'Italie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la France. La Syrie exporte différents produits tels que les fruits et légumes, du bétail, du coton et du pétrole. Ses principales importations sont les produits chimiques, les machines industrielles, le pétrole, le fer, l'acier et aussi des réacteurs nucléaires[8].

Évolution de la démographie entre 1961 et 2003 (chiffre de la FAO, 2005). Population en milliers d'habitants.

Démographie de la Syrie et Diaspora syrienne.

La plupart des Syriens (22,5 millions d'habitants en 2011) vivent non loin de l'Euphrate et le long de la côte, une bande de terre fertile entre les montagnes côtières et le désert. L'éducation est libre et obligatoire de l'âge de 6 ans à l'âge de 15 ans, soit de la première à la neuvième classe (réforme de 2002). La scolarité se compose de six années d'études primaires, de quatre années d'études préparatoires (équivalent du collège français), puis d'une formation générale ou professionnelle de trois ans (lycée). La durée des études supérieures est variable : deux ans pour les instituts moyens (études professionnelles ou techniques), quatre ans pour une licence générale, cinq ans pour un diplôme d'ingénieur, etc. Le nombre d'inscrits dans les établissements d'études supérieures est de plus de 150 000 élèves. L'alphabétisation chez les Syriens est de 89 % chez les garçons et de 64 % chez les filles.

Ethniquement, les Syriens font partie du peuple sémitique originaire du Levant. Aujourd'hui les Syriens sont largement considérés comme des Arabes en vertu de leur langue, et de leur lien culturel et historique avec les Arabes. Un plus petit nombre de Syriens sont d'origines non sémitiques (Tcherkesses, Kurdes, Turcs, Grecs).

La population de la Syrie compte 90 % de musulmans et 10 % de chrétiens.

Parmi les musulmans, 78 % sont sunnites, les 22 % restants se répartissent entre d'autres groupes musulmans, principalement les alaouites et les druzes, mais également, en moindre nombre, les ismaéliens et les chiites.

Les chrétiens sont répartis en plusieurs confessions : les grecs-orthodoxes sont de loin les plus nombreux (chrétiens de rite byzantin, environ 800 000), viennent ensuite les grecs-catholiques appelés aussi melkites (environ 200 000, chrétiens de rite byzantin issus d'une scission d'avec les grecs-orthodoxes et d'un rattachement à Rome en 1724), les syriaques (appelés syrian en arabe, ou suryoyo en syriaque moderne), les maronites, les assyro-chaldéens, les latins (chrétiens de rite catholique-romain) et quelques protestants; il existe aussi une importante communauté arménienne vivant principalement à Alep. Il est important de préciser qu'à part les Arméniens (pour beaucoup issus des populations vivant en Turquie et ayant survécu au génocide en 1915) tous les chrétiens sont d'origine autochtone, issus des premières communautés chrétiennes et que les différents rites s'expliquent par les scissions au sein de l'église originelle survenues au cours de l'Histoire (rite grec/byzantin à l'origine, rite syriaque, rite maronite, rite chaldéen puis rite romain et protestant). Les chrétiens de Syrie forment une communauté globalement prospère et éduquée. Les élites chrétiennes urbaines sont très souvent francophones et occidentalisées, en particulier la bourgeoisie grecque-orthodoxe, grecque-catholique et arménienne, très présents dans les professions libérales et les affaires à Damas ou à Alep.

Les yézidis représentent environ 150 000 personnes ; ils sont installés sur la frontière irakienne, et presque tous d'ethnie kurde.

Il existe une minorité juive en Syrie. Leur nombre était estimé à 40 000, mais la plupart ont émigré vers Israël dans les années 1990. Il reste aujourd'hui une petite minorité juive à Damas et à Alep. Les juifs israéliens originaires de Syrie conservent pour la plupart des liens avec leur pays d'origine.

Les Arabes (en comptant les 400 000 réfugiés palestiniens) représentent 90 % de la population. Les Kurdes, qui sont linguistiquement un peuple indo-iranien, représentent la plus grosse minorité ethnique du pays, avec 10 % de la population. La plupart des Kurdes vivent dans le nord-est de la Syrie, et beaucoup parlent encore la langue kurde. Beaucoup de Kurdes vivent aussi dans les grandes villes syriennes. Les chrétiens assyriens sont également nombreux, ils vivent pour la plupart dans le nord et le nord-est du pays. Plus de 12 000 israéliens (sur 28 000 habitants) sont installés dans le Golan, occupé par l'armée israélienne depuis la guerre des Six Jours (1967), puis annexé par l'État hébreu, annexion non internationalement reconnue pour l'heure. Les Arméniens étaient environ 250 000 en Syrie au début des années 1960, ils sont maintenant (2010) 190 000.

La langue arabe est la langue officielle du pays, la grande majorité des Syriens parlent l'arabe syrien, variante dialectale de l'arabe classique. De nombreux Syriens instruits parlent l'anglais et/ou le français (10 000 francophones, en particulier chez les chrétiens), mais l'anglais est plus largement compris.(650 000 locuteurs, en seconde langue). L'arménien, le kurde, le tcherkesse et le turkmène sont aussi parlés dans le pays. L'araméen (la

langue biblique, celle de Jésus-Christ) est parlé par les Syriaques à Maaloula et à Seidnaya, mais aussi dans de petits villages situés dans la région de Homs comme par exemple Sadad ou Fairouzeh, et à Damas.
PNB/habitants 2 090 dollars
Mortalité infantile : inférieure à 23 pour 1 000 naissances
Espérance de vie : 70 ans
Indice de développement humain (IDH) : 0,742 :107e rang mondial en 2009 sur 173 pays
(Ces chiffres sont en partie dus aux 1 200 000 réfugiés de guerre dans le pays.)

: Culture de la Syrie.

Les premières traces d'agriculture ou d'élevage furent trouvées en Syrie. Le premier alphabet du monde fut inventé en Syrie, à Ougarit.
Les réalisations artistiques et culturelles de la Syrie antique sont nombreuses. Les archéologues ont découvert que la culture syrienne rivalisait avec celles de la Mésopotamie et de l'Égypte, surtout autour d'Ebla. De plus, beaucoup d'artistes syriens ont contribué à la pensée et à la culture hellénistique romaine. Cicéron était un élève d'Antiochos d'Ascalon à Athènes. Et les livres de Poseidonios ont beaucoup influencé Tite-Live et Plutarque.
Les Syriens ont aussi contribué à la littérature et à la musique arabe et ont une grande tradition de la poésie orale et écrite. Les intellectuels syriens émigrés en Égypte ont joué un rôle fondamental dans la nahda, la renaissance culturelle et littéraire des Arabes au XIXe siècle. Il faut ici souligner le rôle des Syriens d'Egypte, appelés "Chawam masr" en arabe, issus de l'émigration du XIXe siècle (en particulier après les massacres des chrétiens à Damas en 1860). La communauté syrienne d'Egypte, essentiellement chrétienne (grecs-catholiques en majorité mais aussi grecs-orthodoxes, maronites ou syriaques) a joué durant un siècle un rôle de premier plan dans l'essor de l'Egypte moderne. Ses membres ont été très actifs dans la haute fonction publique (Habib Sakakini Pacha), les douanes, les banques, l'ingénierie (Farid Boulad Bey), le commerce (les grands magasins de la famille Sednaoui), l'industrie (coton, savon), les transports, la presse, le théâtre (Georges Abyad), le cinéma (le réalisateur Henry Barakat). Francophone et éduquée, les Syriens d'Egypte ont constitué une bourgeoisie prospère et moderne. Cette communauté s'est considérablement réduite du temps de Nasser ayant particulièrement souffert des lois de nationalisations de 1961, et ses membres ont pour la plupart émigré au Liban, en Europe ou en Amérique du Nord.
Les auteurs syriens les plus célèbres sont Adonis, Haidar Haidar, Ghada al-Samman, Nizar Kabbani et Zakariyya Tamer.
Les artistes syriens les plus célèbres sont Fateh Al-Moudaress, Louay Kayali, Nahed Koussa, Alfred Bakhach, et Saad Yagan.
Les chanteurs syriens célèbres sont en autres George Wassouf, Wadih Mrad, Majd el Kasem, Assala Nasri, Rabi Al Asmar, Elias Karam... à préciser aussi que les stars Farid Al Atrach et sa sœur Asmahan ont fait leur carrière en Egypte mais sont d'ascendance syrienne (famille princière druze Al Atrach originaire de Jebel ed druz).
La Syrie possède une petite industrie cinématographique, dont la production est entièrement contrôlée par l'Organisation nationale du cinéma d'État, qui emploie des réalisateurs de films sous le statut de fonctionnaires. Il n'y a qu'un seul film qui peut sortir par an, et la plupart du temps, le film est censuré mais il est néanmoins souvent salué par les festivals internationaux. La série télévisée syrienne de Bab el Hara, très connue dans le monde arabe, a eu un énorme succès .
Damas, la capitale de la Syrie, a été élue capitale culturelle du monde arabe en 2008.
http://fr.wikipedia.org/wiki/Syrie

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19